

La guerre froide.

Nota : ce cours est celui d'un collègue et il a longtemps été en accès libre. C'est une bonne synthèse, vivante et utile pour réviser. Je n'en suis pas l'auteur, ce n'est pas mon « style » et j'ai juste corrigé les fautes de frappe (il peut en rester encore) et effacé les notes de bas de page. Il est toutefois proposé ici en « fichier protégé » non modifiable et imprimable.

I-Les origines de la guerre froide (1945-1948).

A) Le monde bipolaire.

La seconde guerre mondiale a débouché sur la réorganisation de l'ordre international selon des logiques en partie perceptibles depuis le début du XXe siècle (la montée de la puissance américaine, masquée dans l'entre-deux-guerres par le refus des États-Unis de s'engager sur la scène internationale), en partie inédites (la Russie tsariste était certes la cinquième puissance économique mondiale en 1914, mais à cette date rien ne permettait d'anticiper la prodigieuse expansion de sa puissance militaire, et que ses troupes, trente ans après, occuperaient la moitié de l'Europe). Le monde bipolaire, souvent prophétisé au XIXe (entre autres par deux Français, Tocqueville et Custine) et au début du XXe siècle, se concrétisa finalement sur les ruines de l'Europe ravagée par ses folies, mais avec deux nuances.

D'une part l'un des deux pôles, l'américain, bénéficiait sur l'autre d'une nette supériorité structurelle, qui cependant ne fut pas toujours évidente aux opinions ni aux classes politiques : avance technologique, système politique plus efficace, avantages d'une thalassocratie sur un Empire continental (pour les résumer en une phrase : ça coûte moins cher de se déplacer sur mer que sur terre !).

D'autre part et surtout, alors qu'en 1945 nombreux étaient ceux qui craignaient que le processus de concentration de la puissance ne fût cumulatif, en réalité les deux adversaires principaux, dont la puissance en 1945 était artificiellement élevée (par les effets de la mobilisation de toutes les ressources en vue de la guerre ; par l'abaissement de l'Europe, de la Chine et du Japon), ne parvinrent jamais à contrôler totalement leurs camps respectifs, à réduire tous leurs alliés à l'état de vassaux, à les absorber. Bien au contraire leur compétition, avec leurs difficultés à contrôler des Empires vastes et divers, les affaiblit plus vite que leurs impérialismes ne les renforçaient ; de ce fait, contrairement aux prévisions de l'immédiate après-guerre le monde bipolaire n'a duré qu'une quarantaine d'années (1945-1989), à peine plus d'une génération. Il a cédé la place depuis à un monde multipolaire qu'aucune superpuissance ne

domine réellement d'un point de vue politique (l'Amérique n'est capable que d'interventions brèves et ponctuelles hors de ses frontières, et n'a pas été capable de contrôler l'Irak [2005]) et que des forces de plus en plus transnationales dominant d'un point de vue économique et culturel : c'est le "nouveau Moyen Âge", celui d'après les Empires et peut-être demain celui d'après les États souverains, que nous décrivent aujourd'hui avec tristesse les analystes, nostalgiques comme toujours de la période précédente.

1) L'hyperpuissance américaine.

La superpuissance américaine en 1945 reposait d'abord sur une écrasante puissance économique, certes artificiellement élevée par la ruine de l'Europe et du Japon et qui donc ne pouvait qu'être provisoire, mais qui n'en atteignait pas moins, en chiffres absolus, des niveaux sans précédents dans l'Histoire, ce qui lui assurait en principe une certaine durée. Sur une impressionnante puissance militaire aussi, désormais déployée dans le monde entier. Elle reposait sur une marine qui, avec quelque 2.000 navires de guerre, écrasait désormais celle du Royaume-Uni (celle de l'U.R.S.S. était négligeable) ; sur une supériorité écrasante dans les airs, avec les bombardiers B-29 et B-36, et sur le monopole de l'arme nucléaire.

Surtout, la superpuissance américaine se doublait d'une volonté nouvelle d'engagement dans les affaires du monde, que l'on vit à l'œuvre dans la création du F.M.I., de la B.I.R.D. et du G.A.T.T.. La victoire avait rassuré les Américains sur l'efficacité comme sur la valeur morale de leur civilisation, mais ils n'en tirèrent pas les mêmes leçons qu'en 1920 : il n'y eut pas de "retour à la normale". Le temps était venu de mettre le monde à l'école de l'Amérique, de faire de celle-ci « l'aînée de la fratrie des nations » selon l'expression du rédacteur en chef de *Life*, si possible sans violence inutile mais en usant de toutes les possibilités qu'offrait la surpuissance : il n'était plus possible, comme au XIXe siècle et dans l'entre-deux-guerres, de laisser le monde à ses errements et de réserver aux seuls Américains la grâce de la liberté, car l'art militaire avait fait de tels progrès, et l'interdépendance des économies s'était à ce point accentuée, que désormais les désordres du monde extérieur menaçaient directement l'Amérique. Celle-ci n'était plus une île, et elle allait devoir apprendre à n'être plus tout à fait une cité idéale : elle était désormais une nation parmi les autres, mais une nation à qui sa puissance donnait des devoirs, une nation avec une mission et une projection hors de ses frontières, des intérêts, des tâches, parfois prestigieuses, parfois basses – bref, un Empire, et un Empire mondial : la doctrine Monroe était morte.

Ces changements de perception du monde concernaient essentiellement la classe politique et le Pentagone. L'opinion publique américaine, convaincue de la légitimité de la cause, ne s'intéressa pas particulièrement, jusqu'au Vietnam, aux modalités d'exécution : elle se préoccupait toujours essentiellement des affaires intérieures. Les médias américains parlaient peu du monde extérieur, ils en donnaient une vision "made in America" parfois attachante (comme celle de la Russie dans le film *Le docteur Jivago*, dans les années 1960), parfois consternante. Trop souvent le monde était un décor qui défilait derrière le Président en voyage...

2) La puissance soviétique.

A) Des espoirs vite déçus.

L'entreprise de réorganisation du monde obéissait à quatre soucis principaux. Il fallait évidemment empêcher toute résurrection de la Bête immonde en Allemagne, au Japon, en Italie ; pour cela, il fallait éviter de commettre à nouveau les erreurs des années 1930, notamment reconstruire un système monétaire international viable et promouvoir le libre-échange. Il fallait aussi, souci majeur de l'Amérique dans l'immédiate après-guerre, faire entendre raison aux archaïques impérialismes français et néerlandais (les Britanniques aussi conservaient quelques illusions de puissance, mais au moins ils ne renâclaient pas trop à lâcher leurs colonies).

Il fallait enfin essayer d'intégrer l'U.R.S.S. au nouvel ordre mondial, de façon à ce qu'elle abandonnât définitivement ses manières agressives des années 1920-1934, et restât ce qu'elle avait été depuis 1941, l'alliée loyale des démocraties – ainsi, un jour, elle pourrait peut-être même devenir une démocratie, c'est-à-dire une autre Amérique : certains d'ailleurs voulaient se persuader qu'elle était déjà engagée sur ce chemin. Dans l'enthousiasme de l'alliance contre Hitler, *Times* n'avait-il pas appris aux Américains, en 1943, que les Russes « ressembl[aient] aux Américains, s'habill[aient] comme des Américains et pens[aient] comme des Américains », et le *New York Times*, l'année suivante, que « la pensée marxiste a[vait] disparu en Russie » ? On comprend mieux, dans ce contexte, que Roosevelt ait pu faire preuve d'un certain angélisme envers Staline, à Yalta notamment... En 1946, Henry Wallace, alors secrétaire au Commerce, alla jusqu'à proposer de livrer la technologie atomique aux Soviétiques ! En 1945, Staline semblait animé d'une volonté de coopération, pourvu qu'on ne lui contestât point ses gains territoriaux en Europe : dans ces conditions, on pouvait croire que la coopération américano-soviétique allait être le fondement du monde de l'après-guerre. Le problème, c'était que l'U.R.S.S., État investi d'une mission depuis sa création,

n'était pas près de l'abandonner, ne fût-ce que parce que renoncer à la Révolution mondiale eût ôté toute légitimité à ses dirigeants (et puis tout simplement parce qu'ils y croyaient !) ; et qu'à vive allure elle était elle-même en train de devenir un Empire, portant haut et tentant d'imposer au monde des valeurs tout aussi universelles que celles que promouvaient les États-Unis, mais fort différentes. Elle ne respectait ni les valeurs des États-Unis, ni leur *leadership*.

Dans ces conditions, ce qui en 1944-1945 avait été un effort pour réorganiser un monde harmonieux se transforma rapidement en une féroce compétition géopolitique, militaire et surtout idéologique – en aucune période de l'Histoire récente, depuis la fin des guerres napoléoniennes en Europe, l'idéologie ne joua un aussi grand rôle dans les relations internationales que durant la guerre froide : c'étaient deux définitions de la démocratie qui s'affrontaient.

La rapidité du processus donne le vertige : la conférence de Potsdam, dernière manifestation de bonne entente entre les deux superpuissances, eut lieu en juillet 1945, mais le Conseil permanent au sein duquel les Alliés tentèrent de prolonger leurs consultations après la victoire cessa de fonctionner dès 1946. Les dernières manifestations d'une volonté d'entente entre les deux Grands furent les traités de paix avec les anciens alliés du Reich (la Bulgarie, la Finlande, la Roumanie, la Hongrie et l'Italie) en février 1947 (mais la négociation traînait depuis septembre 1945, à cause de la mainmise des communistes sur les deux pays balkaniques et la Hongrie), ainsi que les procès de Nuremberg qui se tinrent de novembre 1945 à octobre 1946. Dès le printemps 1946, une première crise diplomatique eut lieu à propos d'une république populaire fantoche que l'URSS avait suscitée en Azerbaïdjan iranien. C'est alors que Truman commença à durcir ses positions envers l'U.R.S.S., qu'il se disait fatigué de « pouponner ». C'est également de mars 1946 que date le fameux discours de Churchill à Fulton, Missouri (aux États-Unis), où pour la première fois l'ancien Premier ministre britannique évoqua, en présence de Truman, le « rideau de fer » en train de déchirer l'Europe.

En effet, le principal sujet d'inquiétude à l'ouest était que l'URSS était en train d'imposer des régimes communistes à l'ensemble des pays occupés par l'Armée rouge, et qu'elle semblait tenter d'avancer ses pions dans d'autres régions, notamment en Grèce que déchirait une guerre civile entre communistes et anticommunistes, et en Turquie où, à l'été 1946, Staline réclamait une internationalisation des Détroits, avec une présence de l'Armée rouge. Il n'était pas difficile d'y lire une reprise de la vieille stratégie russe d'avancée vers les mers chaudes – à une époque où la Méditerranée était encore considérée comme une zone d'intérêt stratégique majeur.

Début 1947, l'expression "guerre froide" apparut dans la bouche du financier et haut fonctionnaire américain Bernard

Baruch – pour tenter d'éviter un conflit ouvert, en juin, il proposa un plan d'internationalisation de l'arme nucléaire, avec une autorité de contrôle dont la structure eût été calquée sur celle de l'O.N.U. Mais Staline repoussa le plan Baruch à la fin de l'année (l'homme fort du Kremlin, à qui l'on proposait pourtant un droit de veto sur l'usage des armes atomiques américaines, ne voulait pas d'un droit de regard occidental sur ses usines d'armement !) ; des négociations sur l'avenir de l'Allemagne échouèrent également.

Alors la diplomatie américaine changea d'analyse. Dans un document connu sous le nom de "Long Télégramme", George Kennan, l'un des responsables du Département d'État, affirmait que l'U.R.S.S. était "imperméable à la logique de la raison" mais serait "très sensible à l'usage de la force". Pour Clark Clifford (1907-1998, conseiller de Truman, futur secrétaire d'État de Johnson), les Soviétiques ne comprenaient que le langage de la force ; l'Empire soviétique devait être considéré comme « une entité distincte avec lequel le conflit n'[était] pas inéluctable mais avec laquelle [les États-Unis ne pourraient] pas poursuivre d'objectifs communs ».

Ce fut en mars 1947 que le président des États-Unis, dans un discours qui portait sur les affaires de Grèce et de Turquie, énonça la "doctrine Truman" : « aider les peuples libres à préserver leurs libres institutions et leur intégrité contre des mouvements agressifs qui essa[yaient] de leur imposer des régimes totalitaires (...), [lesquels] sap[aient] les fondations de la paix internationale et en conséquence la sécurité des États-Unis » – il inscrivait cette doctrine à l'intérieur des principes universels de la charte de San Francisco, que l'U.R.S.S. avait signée : « en aidant les nations libres et indépendantes à maintenir leur liberté, les États-Unis donneront effet aux principes de la Charte des Nations-Unies ». Dans les mois suivants, cette doctrine, un peu disproportionnée aux cas de la Grèce et de la Turquie où l'U.R.S.S. ne souhaitait pas que les communistes prissent le pouvoir, connu son baptême du feu en France et en Italie, où les partis communistes locaux semblaient tenter de renverser ou au moins de déstabiliser la démocratie, en s'appuyant sur une vague de grèves, puis à Berlin et en Corée où la menace, cette fois, était tout à fait réelle.

L'évolution fut si rapide que certaines des institutions créées pour réorganiser le monde n'eurent pas le temps d'être autre chose que des institutions propres au bloc occidental : ainsi le S.M.I., né de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, et le G.A.T.T., né en 1947. D'autres n'eurent pas le temps d'être quoi que ce soit, comme l'O.N.U., née de la conférence de San Francisco en août 1945 mais paralysée dès 1948.

Comme entre 1941 et 1945, et jusqu'en 1991, l'Empire redevint un bloc, un camp, un ensemble d'alliés plus ou moins

proches (le Royaume-Uni, allié de cœur, l'était plus que le Pakistan, allié de raison), plus ou moins dociles (dans les années 1960 la France "avait son caractère", qu'il fallait bien supporter), plus ou moins présentables (la Chine dans les années 1970 ne l'était guère !), qu'il fallait apprendre à convaincre, à respecter ou à remettre au pas selon les circonstances.

Ce développement de la notion de "camp" affaiblit celle d'"hémisphère", fondamentale jusque-là dans l'appréhension américaine du monde ; désormais, le camp américain, c'était sur le même plan l'Asie insulaire, l'Europe maritime et l'Amérique latine – non, pas tout à fait sur le même plan : l'Europe était plus importante économiquement, mais l'Amérique latine demeurait plus proche géographiquement donc encore plus cruciale stratégiquement – d'où la panique qui s'empara de Washington lorsque Fidel Castro arriva au pouvoir à Cuba en 1959.

II-La phase aiguë de la guerre froide : 1948-milieu des années 1950.

A) La politique de l'U.R.S.S. envers le "bloc de l'est".

Durant les années d'après-guerre, Staline exerça sur ses domaines un pouvoir sans partage. Jusqu'à la mort du fatal moustachu, les pays du "bloc de l'est" n'eurent guère plus d'autonomie que de simples R.S.S. : en Pologne par exemple, l'homme fort du régime dans la première moitié des années 1950 fut un citoyen soviétique (de nationalité polonaise certes), le maréchal Konstantin Konstantinovitch Rokossovski (1896-1968). Les économies des pays du bloc de l'est avaient adopté en tous points le modèle soviétique; le Comecom ou C.A.E.M., qui apparut en 1949 pour coordonner leurs économies, avait ses bureaux à Moscou, et la "complémentarité" qu'il avait établi entre les différents pays avait une furieuse tendance à fonctionner au bénéfice essentiel de l'U.R.S.S. De même le Pacte de Varsovie, l'organisme militaire fondé en 1955 pour faire pièce à l'O.T.A.N., était commandé par des Soviétiques et s'occupait essentiellement des intérêts militaires et géostratégiques de l'Union soviétique; on peut écrire la même chose au plan politique du Kominform, fondé en 1947 et dont je reparlerai plus bas car ses compétences dépassaient le seul bloc communiste. Le tout, vu de Moscou, se justifiait tant par la nécessité de dynamiser le socialisme que par la volonté de dépasser les anciens clivages nationaux, appelés de toute façon à disparaître.

Dans ces conditions, pourquoi l'U.R.S.S. ne décida-t-elle pas d'annexer au moins l'Europe centrale où son armée était toute-puissante ? La logique eût voulu que l'U.R.S.S., patrie des prolétaires, s'étendît géographiquement au même rythme que le socialisme. Mais il fallait tenir compte des réalités. Les

opinions publiques occidentales, attachées à diverses vieilleries, se fussent peut-être inquiétées d'annexions en chaîne ; la nouvelle Russie étendue jusqu'à Sofia et à Prague eût peut-être fait mauvais effet sur les cartes d'Europe (et c'était bien sur le "côté russe" de l'U.R.S.S. que toute la propagande de guerre avait insisté). Les Alliés s'étaient quand même battus pour le rétablissement des frontières européennes d'avant-guerre. L'on pouvait craindre des réactions modérément internationalistes en Pologne notamment, pays pour l'heure prostré mais dont on connaissait les sentiments point exagérément fraternels envers les "frères" russes, qu'ils fussent déguisés ou non en prolétaires progressistes. Et puis un "glacis protecteur", une espèce de cordon sanitaire à l'envers tenu par des armées satellites de l'Armée rouge, mais protégeant les frontières soviétiques de sa profondeur stratégique, n'était peut-être pas inutile : la guerre avait montré qu'il était dangereux de partager une frontière avec l'Allemagne, dont on craignait la renaissance (la même logique valait pour le nouvel ennemi, l'Amérique, dont les troupes étaient présentes en Europe occidentale) : deux lignes de défense valaient mieux qu'une. Enfin il y avait l'O.N.U., où une dizaine de voix étaient bonnes à prendre ; de manière plus générale, l'existence d'un "bloc" socialiste offrait à Staline tout un clavier de possibilités sur lesquelles jouer dans le concert des nations.

Bref, la forme extérieure des États nationaux demeura, et même bien plus que la forme : les relations avec l'U.R.S.S. furent toujours en grande partie gérées au niveau diplomatique, sur le même plan théorique que celles avec les pays occidentaux – même si en pratique ce n'étaient que des satellites, des "vassaux" selon l'expression du président tchécoslovaque Benes au moment du refus du plan Marshall à l'été 1947 : le communisme se territorialisait de plus en plus, la logique prolétarienne le cédait de plus en plus à la logique impériale, même si ce qui justifiait l'Empire était toujours sa mission révolutionnaire. Dans ces conditions, des logiques liées aux héritages historiques ou géopolitiques ne pouvaient que recommencer très vite à jouer : ainsi, même communiste, la Bulgarie balkanique et danubienne, située entre les Détroits et l'Europe centrale, ne pouvait avoir tout à fait les mêmes intérêts que l'ancienne Russie qui touchait à l'Arctique et au Pacifique – et puis laisser vivre une Bulgarie indépendante, même à l'intérieur du bloc de l'est, c'était courir le risque que les logiques nationales, voire nationalistes ne finissent par réapparaître : dans tout Empire il y a des tensions entre le centre et les périphéries. Jusqu'à la mort de Staline, tout cela demeura fort discret dans l'ensemble : le bloc de l'est était tenu d'une main de fer, politiquement et militairement. Il y eut cependant une exception : la Yougoslavie.

C'était avec l'Albanie le seul pays d'Europe qui s'était libéré sans l'aide directe de l'Armée rouge: cela donnait à Tito (Josip Broz, 1892-1980), le leader issu de la Résistance, un immense prestige et une grande latitude d'action. La Résistance communiste de Yougoslavie avait recruté dans toutes les nationalités yougoslaves (Tito lui-même était de père croate et de mère slovène), et elle avait lutté contre le national-fascisme qui avait prospéré sur les ruines de la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres, notamment dans la Croatie oustachie, alliée des nazis. Dans ces conditions, on avait rétabli la Yougoslavie dans ses frontières d'avant-guerre, moyennant une organisation intérieure de type fédéral : cela faisait un assez grand pays, stratégiquement situé – avec l'Albanie, le seul pays communiste qui touchait à la Méditerranée. Il avait d'ailleurs été question de l'étendre encore, d'y adjoindre l'Albanie (après tout la moitié des Albanais vivaient en Yougoslavie) et peut-être même de la transformer en une grande fédération balkanique avec la Bulgarie (peut-être aussi la Roumanie), un peu comme la Serbie s'était transformée en Yougoslavie en 1919. Mais les Soviétiques, après avoir un moment caressé ces idées, s'étaient ravisés : Tito était déjà assez puissant comme ça. En principe, il n'y avait pas à craindre en revanche une résurgence d'un nationalisme yougoslave, puisqu'il n'y avait pas de nation yougoslave : c'était un pays multinational, et Tito, qui n'était pas issu de la nation dominante en termes démographiques (les Serbes), prenait bien garde de ne pas laisser se développer un nationalisme serbe – il fit tout ce qu'il put pour affaiblir la Serbie, réduisant son territoire au maximum.

Tito était un communiste convaincu ; mais depuis 1941 il avait toujours disposé d'une grande autonomie de décision vis-à-vis de Moscou, et il n'était pas prêt à renoncer à son pouvoir absolu. Il refusait également le pillage de son pays par le biais de "sociétés sœurs" telles que les Soviétiques en organisaient un peu partout dans leurs domaines. Pour l'U.R.S.S., il y avait danger de voir apparaître un deuxième centre de la Révolution mondiale, indépendant de Moscou ; d'un point de vue marxiste-léniniste, ç'eût été une catastrophe car la lutte des classes ne supporte pas la division des prolétaires ; d'un point de vue russe, une marge stratégique risquait d'échapper à l'Empire. En 1946-1948 les Soviétiques essayèrent plus ou moins discrètement de faire éliminer Tito par d'autres communistes locaux, mais ce furent ceux-là qui furent éliminés. En juin 1948, le Kominform, dont je parlerai plus bas, passa à l'offensive ouverte, prononça la condamnation de Tito pour "révisionnisme", "déviationnisme" et "antisoviétisme", dénonça en connaisseur "le caractère honteux, purement despotique et terroriste" du régime titiste, et appela "les forces saines du P.C.Y. à imposer une nouvelle ligne politique à la direction". Contre toute attente,

l'"agent hitléro-trotskyiste" Tito ne fut pas renversé ; l'Armée rouge n'intervint pas directement, elle n'avait aucune envie d'avoir à affronter une guérilla dans ce pays de montagnards teigneux.

Dans un premier temps, le régime yougoslave se durcit et la gestion économique du pays devint encore plus stalinienne : en quête de reconnaissance, Tito voulait montrer qu'il était aussi marxiste-léniniste que le moustachu. Puis, lorsque que l'image du stalinisme se dégradait, il choisit un chemin différent : à partir de la fin des années 1950, il tenta d'incarner un socialisme différent, moins rigide, moins oppressif. Ce fut la grande époque de l'"autogestion", une variante d'organisation collectiviste de l'économie qui prétendait s'inspirer de Lénine, mais descendait plutôt de Proudhon – les usines étaient censées appartenir aux ouvriers, c'étaient dans leur cadre qu'étaient élues la plupart des structures administratives du pays : un rêve de syndicaliste du XIXe siècle... Effectivement, une partie au moins du pays se développa plus vite que les pays de l'est, obligés de servir les intérêts économiques de l'U.R.S.S. ; mais la Yougoslavie demeurait pauvre. Surtout, le pays était infiniment moins coupé du monde occidental que les autres pays communistes, ne fût-ce que parce que Tito avait autorisé l'émigration (surtout en direction de l'Allemagne) ; la répression était supportable.

Tout ceci valut à Tito un certain prestige, notamment dans le tiers-monde (la Yougoslavie titiste fut l'un des phares du non-alignement) et en Occident dans les années 1960, parmi les gauches qui recherchaient une alternative au socialisme de caserne sans vouloir renoncer au marxisme : F. Furet évoque à ce propos « le discours antisoviétique en langue soviétique », qui allait « constituer (...) tout un *genre* dans le répertoire de la passion révolutionnaire », et aussi « l'exotisme nécessaire au travail de l'imagination »... Dans ce dernier ordre effectivement, la Yougoslavie, qui ne traînait pas le même cortège de connotations dramatiques que l'U.R.S.S., précéda le Vietnam, qui lui-même précéda la Chine et Cuba. Tito fut très populaire notamment dans le P.S.U. français, dont le jeune leader, Michel Rocard, consacra à l'autogestion yougoslave un ouvrage enthousiaste. Enfin les Américains aidèrent tant qu'ils purent, quoique toujours discrètement, ce pays qui empêchait l'U.R.S.S. d'avoir des bases en Méditerranée.

L'affaire yougoslave se solda par une reprise en main brutale des autres pays d'Europe centrale : ce fut comme une espèce de deuxième soviétisation de ces pays. Un peu partout, les équipes mises en place à la Libération, et composées en

partie de résistants, furent éliminées pour "titisme" à l'occasion de procès staliniens où d'anciens kominterniens, combattants des brigades internationales, avouèrent sous la torture qu'ils travaillaient pour les services secrets occidentaux en même temps que pour le "traître Tito" ; et remplacées par des équipes sans autre légitimité que d'avoir été nommées par Moscou, donc plus aisées à contrôler. Les premiers eurent lieu en Albanie au printemps 1949. En Hongrie, le Premier ministre de l'après-guerre, Laszlo Rajk (né en 1909, ancien des Brigades internationales), fut condamné à mort et exécuté en septembre 1949, tandis que d'autres comme Janos Kadar (1912-1989) étaient emprisonnés ; en décembre, ce fut le tour du Bulgare Trajcho (ou Traïko, ou Traïtcho) Kostov, secrétaire du Comité central du P.C. de son pays, d'être exécuté ; en novembre 1952, onze dirigeants communistes tchécoslovaques furent exécutés, dont Rudolf Slansky, tandis qu'Artur London était condamné à la prison à vie. En Pologne, Wladyslaw Gomulka (1905-1982), qui occupait le même poste que Kostov, le perdit en 1948, puis fut placé en résidence surveillée en 1951.

Ainsi le schisme yougoslave demeura circonscrit ; et comme la Yougoslavie était quand même un pays d'importance secondaire, par la suite Moscou put se permettre d'à peu près l'ignorer. Il n'empêche que le ver était dans le fruit, dès les tout débuts de la guerre froide : il n'y avait plus une, mais *deux* versions du marxisme-léninisme réel. Moscou n'était plus tout à fait la Mecque incontestée du socialisme : l'hérésie, jusque-là cantonnée aux barbichus inoffensifs de la IVe Internationale trotskyste, avait gagné un État. En mai 1955, Khrouchtchev reconnut officiellement cet état de fait en se réconciliant avec Tito et en se rendant en visite officielle à Belgrade.

B) La stratégie de l'U.R.S.S. vis-à-vis des Occidentaux.

Avec le monde capitaliste les principes des Soviétiques n'avaient pas changé. Staline était imprégné d'une lecture "mécaniste" du monde, selon l'expression de M.P. Rey : une lecture à la fois manichéenne et historiciste, passablement paranoïaque (l'agressivité du monde capitaliste était un dogme), au service d'une stratégie d'extension tous azimuts et par tous les moyens – le soulèvement des prolétariats occidentaux éventuellement, le renforcement de l'U.R.S.S. et de son camp de plus en plus à partir du recul de la vague d'agitation ouvrière de 1947-1948 : « un internationaliste est quelqu'un qui sans aucune réserve, de manière inconditionnelle, ouverte, honnête, est prêt à défendre et à protéger l'U.R.S.S., car l'U.R.S.S. constitue la base du mouvement révolutionnaire », avait-il déjà déclaré en 1927.

Les relations de l'U.R.S.S. et du reste du monde étaient toujours gérées à deux niveaux différents : celui des États,

celui du mouvement communiste et de ses satellites. La priorité demeurait l'Europe, du fait de son importance historique, économique et politique, et du potentiel déstabilisateur que représentaient les prolétariats mécontents en ces années de ruine ; mais vers 1947-1947 les États-Unis devinrent l'ennemi "archétypal", tandis que l'Europe occidentale était perçue comme un espace "marshallisé" et décadent.

Au niveau des États, les relations se dégradèrent très vite avec les États-Unis et leurs alliés, dès 1945: les premières tensions furent provoquées par les pressions soviétiques en Iran, en Turquie et en Grèce, qui s'expliquaient davantage par des logiques géopolitiques (se rapprocher des mers chaudes) que par des logiques idéologiques – celles-ci jouèrent un rôle plus important dans les grèves à coloration insurrectionnelle qu'en 1947 appuyèrent les partis communistes français et italien. Les Occidentaux ne se laissèrent pas déborder, même à ces moments d'extrême tension que furent la crise de Berlin en 1948-1949, puis la guerre de Corée en 1950-1953. Le bloc communiste, sous la houlette de Moscou, entra dans des logiques obsidionales d'isolement et de tension très comparables à celles de l'U.R.S.S. de la fin des années 1920, à ceci près que la situation était un peu plus équilibrée au profit des pays socialistes, et que la course aux moyens de destruction massive faisait peser l'inquiétude d'une éventuelle troisième guerre mondiale. En tout cas, les impérialistes s'étaient révélés plus unis que jamais: il n'était pas possible d'espérer jouer de leurs contradictions.

Dans l'ensemble, dans ces années de tension l'U.R.S.S. demeura remarquablement prudente : elle cessait de pousser ses avantages dès qu'un conflit ouvert, non strictement localisé, menaçait d'éclater. Elle était malgré tout affaiblie par la guerre, elle devait gérer un immense Empire: il lui fallait du temps pour digérer ses conquêtes ; et puis la supériorité des États-Unis en matière d'armement était écrasante. Ainsi Staline s'abstint de faire tirer sur les avions américains qui ravitaillaient Berlin-ouest assiégée. Les communistes chinois aussi avaient à se plaindre quelque peu de sa prudence: mais le moustachu paranoïaque craignait une intervention dans un pays, la Corée, dont il pensait que les États-Unis le considéraient comme faisant partie de leur zone d'influence.

Au niveau du mouvement communiste, il y eut une nouvelle tentative d'établir un organe de coordination : le Kominform naquit en septembre 1947, en réaction au plan Marshall (destiné au départ à toute l'Europe). La réunion inaugurale eut lieu à Szklarska Poreba en Pologne. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une résurrection de la IIIe Internationale, mais d'un organisme plus modeste dans ses objectifs (c'était officiellement un "bureau d'information"

destiné à permettre l'échange d'expériences et la coordination des actions des différents P.C.) et beaucoup plus limité dans l'espace: les seuls partis représentés, en-dehors de ceux du bloc de l'est (moins l'Albanie), étaient le P.C.F., dont les dirigeants se firent vertement tancer pour "crétinisme parlementaire"), et le Parti communiste italien: les deux seuls partis communistes de masse d'Occident. Il s'agissait avant tout d'organiser l'action en Europe de l'ouest, enjeu essentiel de la guerre froide qui commençait – le rapport que Jdanov présenta à Szklarska Poreba fut l'un des textes fondamentaux où s'exprima la conception stalinienne de la guerre froide: le monde irrémédiablement divisé en deux camps, d'un côté celui du socialisme, de la démocratie et de la paix, de l'autre celui de l'impérialisme; le P.C.U.S. "modèle et guide" du mouvement communiste; les communistes invités à choisir leur camp et à rompre toute coopération avec les forces impérialistes, y compris les "socialistes de droite" – sans toutefois revenir tout à fait aux tactiques "classe contre classe" des années 1920: les compagnons de route étaient décidément bons à prendre.

Le Kominform fonctionna quelques années (à l'origine il était prévu que son siège fût à Belgrade, mais pour cause de schisme il s'installa finalement à Bucarest): il édita des brochures et une revue hebdomadaire. Il coordonna différentes campagnes de manifestations anti-américaines, contre le plan Marshall ou contre la guerre de Corée; il finança les Partis occidentaux. Sa deuxième conférence se tint à Bucarest en juin 1948: ce fut alors que Tito fut "excommunié". La troisième et dernière eut lieu à Budapest en novembre 1949; puis Staline cessa de réunir ces grand-messes, ce qui ne voulait pas dire que le Kominform avait cessé de fonctionner. Mais le Kominform ne survécut pas à la mort du dictateur: il disparut en avril 1956, deux mois après le XXe congrès du P.C.U.S. (celui du rapport Khrouchtchev). Il fut remplacé par des conférences internationales périodiques, de plus en plus formelles, dont la dernière eut lieu en 1969.

Parmi les activités du Kominform et des autres éléments du "système" soviétique, il faut évoquer à nouveau l'espionnage (ce fut l'apogée des activités des "cinq de Cambridge"), et aussi la manipulation de différents mouvements progressistes destinés à mobiliser les "idiots utiles" d'Europe occidentale. Le plus connu est le Mouvement mondial de la Paix, issu d'un "Congrès mondial des Intellectuels pour la Paix" qui s'était réuni en août 1948 à Wroclaw (l'ancienne Breslau, en Pologne; Aragon en avait été le secrétaire), puis salle Pleyel à Paris en 1949. Le président en était un autre Français, le célèbre physicien atomiste Frédéric Joliot-Curie (1900-1958, gendre des époux Curie prix Nobel de chimie 1935 pour la découverte de la radioactivité artificielle, membre du P.C.F. depuis 1942, premier directeur du C.N.R.S. et père du C.E.A. jusqu'à sa mise à l'écart pour raisons politiques en 1950) –

l'opposition à l'atome militaire était l'un de ses principaux fonds de commerce des sous-marins de l'U.R.S.S., laquelle avait pourtant déjà l'arme atomique. Ses structures dirigeantes, qui dépendaient directement du Département international et du Département d'Agitation et de Propagande du P.C.U.S., furent expulsées de Paris en 1951, puis de Vienne en 1957, pour "désinformation"; elles finirent par échouer à Helsinki en 1968.

Le Mouvement mondial de la Paix lança notamment le célèbre appel de Stockholm (en mars 1950), dont l'objectif était de neutraliser partiellement l'avantage des États-Unis en matière atomique en délégitimant l'usage des armes atomiques par l'Occident auprès de larges fractions des opinions publiques occidentales. Il aurait été signé par cinq cent millions (???) de personnes dans le monde, pas toutes prosoviétiques, dont le jeune Jacques Chirac. Plus largement, l'objectif était de neutraliser l'Europe occidentale, en attendant de pouvoir la conquérir, en jouant sur le pacifisme, sur le désir de réunification en Allemagne, etc. Le Mouvement de la Paix s'opposa aussi au réarmement de l'Allemagne, à la C.E.D., aux troupes de l'O.T.A.N. en Europe, aux guerres coloniales, plus tard à l'intervention américaine au Vietnam, etc. ses dirigeants avaient également une activité d'espionnage au profit de Moscou.

C) La stratégie des Etats-Unis.

L'Amérique était en croisade, et parfaitement assurée de la justesse de sa cause, comme en témoigne cette formule d'Eisenhower: « les forces du bien et du mal s'affrontent massivement, armées comme elles l'ont rarement été dans l'Histoire. La liberté contre l'esclavage, la lumière contre l'obscurité ». Mais cette croisade était strictement défensive: il s'agissait d'"endiguement" face à une menace, de *containment*, non d'en découdre (on le vit bien lorsque les États-Unis refusèrent de franchir le Yalou au cours de la guerre de Corée, puis abandonnèrent les Hongrois aux tanks soviétiques en novembre 1956). Selon l'ambassadeur américain à Moscou en 1946, Fulton, l'U.R.S.S., « imperméable aux règles de la raison », serait « hautement sensible à celles de la force »: il s'agissait donc d'établir un rapport de forces, mais pour en agiter la menace, non pour l'employer effectivement. Ce fut un conflit d'un type tout à fait nouveau, une guerre "froide" de propagande, de subversion, d'intimidation, avec parfois des conflits sanglants, mais périphériques; cela dit, on eut du mal à le percevoir ainsi dans les premières années, on interprétait plutôt tous ces phénomènes comme les prodromes d'un nouveau conflit ouvert, un peu comme la dégradation des relations intereuropéennes à partir de 1936 avait mené à la seconde guerre mondiale.

Le monde était divisé, non entre "nous" et "eux" comme avant 1941, mais entre "le monde libre" et "l'Empire du mal", lequel continua à être perçu comme une menace globale même lorsque les dissensions commencèrent à s'y faire évidentes avec le schisme yougoslave; il était perçu aussi comme le siège d'un complot universel qui menaçait l'Amérique des formes les plus variées de subversion – d'où une certaine paranoïa, et l'immense succès dans ces décennies des romans et films d'espionnage (par ailleurs, ce fut en 1947 que pour la première fois l'Amérique se dota d'une agence centrale d'espionnage et de contre-espionnage, la Central Intelligence Agency ou C.I.A.). Entre les deux camps il y avait une ligne de front, mouvante et périlleuse (et parfois interne à l'Amérique: cf le maccarthysme), mais en revanche il n'y avait pas de voie moyenne: toute critique du modèle américain, même au nom des valeurs de l'Amérique (la liberté, l'opposition à l'impérialisme) était considérée comme un service rendu au communisme.

En revanche il y avait des accommodements possibles avec les alliés: ainsi la pression anticolonialiste sur les Européens se fit moins forte, sans pour autant disparaître. Toutes les énergies anticomunistes étaient bonnes à prendre, et l'Amérique n'alla pas regarder de très près si elles étaient véritablement démocratiques, pourvu qu'elles ne commissent pas l'erreur d'afficher trop ouvertement des continuités ou des nostalgies avec les dictatures fasciste et nazie de l'entre-deux-guerres: jusqu'au désastre du Vietnam, dans le tiers-monde notamment les logiques géostratégiques l'emportèrent complètement sur les logiques idéologiques, mais dans le cadre d'un combat qui bien sûr demeura sur le fond essentiellement idéologique: triompher des forces du Mal. Paradoxe que j'ai amplement souligné à propos de l'U.R.S.S. mais qui vaut tout autant pour l'Amérique, le combat restait un combat moral, mais de plus en plus la fin justifiait les moyens. Ce fut dans les années 1950 que Dulles, le secrétaire d'Etat américain, déclara d'Anastasio Somoza, le dictateur du Nicaragua: « c'est un salaud, mais c'est notre salaud ».

Ce fut ainsi que l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar furent certes tenus en lisière, mais comme leurs régimes assuraient l'ordre (et que celui de Salazar fournissait à l'Amérique une précieuse base militaire aux Açores) ils ne furent pas renversés; en revanche ils durent abandonner l'essentiel de leurs oripeaux fascistes, qui d'ailleurs ne correspondaient pas à leur nature profonde, plus légitimiste que national-populiste. Bien plus proche idéologiquement des fascismes était le régime péroniste qui sévissait en Argentine; après avoir eu quelques ennuis avec l'ambassade américaine en 1944-1945, le colonel-Président Perón sut convertir son discours à un "progressisme" dans l'esprit de l'époque, qui trompe encore à l'occasion quelques

hommes de gauche en Europe, et surtout il n'essaya pas de s'exporter. Comme l'Argentine ne présentait alors aucun intérêt stratégique, les États-Unis attendirent que le régime de Perón s'effondrât de lui-même, en 1954. Dans le reste de l'Amérique latine, Washington toléra, et même à l'occasion contribua à installer, comme au Guatemala en juin 1954, des dictatures militaires "traditionnelles" d'une brutalité variable, sans autre idéologie que l'anticommunisme. L'Amérique n'était pas très fière de ces alliées-là; mais dans le nouveau monde, où les communistes étaient encore peu nombreux et inoffensifs, où aucun pays ne présentait un modèle alternatif à celui de l'oncle Sam, seul comptait le maintien de l'ordre: c'était le retour du "gros bâton". En 1949, le traité de Rio, censé être l'équivalent américain de celui de l'Atlantique nord, vint donner un cadre officiel à cette vassalisation, qui désormais dépassait largement le bassin des Caraïbes. Il regroupait vingt et un pays. En 1948, à la conférence de Bogotá, il était apparu une Organisation des États américains (O.E.A.), censée servir de cadre au dialogue interaméricain.

En Europe la situation s'était redoutablement simplifiée. Depuis le coup de Prague en mars 1948, toute l'Europe centrale et balkanique, Grèce exceptée, était devenue communiste; l'Allemagne était coupée en deux entités indépendantes l'une de l'autre et séparées par le rideau de fer, et après l'échec du blocus de Berlin par l'Armée rouge, au printemps 1949, cette situation se figea pour quarante ans – au passage, la démonstration avait été faite de l'écrasante supériorité aérienne du bloc occidental. Surtout, l'essentiel avait été sauvé: les principales régions industrielles d'Europe étaient restées dans le bloc occidental, à l'exception de la Saxe, de la Bohême et de la Silésie; nulle part le bloc communiste n'atteignait la Manche ni l'Atlantique, et sauf dans l'Adriatique il n'atteignait pas non plus la Méditerranée, or la Yougoslavie titiste, quoique tout aussi marxiste que l'U.R.S.S., était plus qu'en délicatesse avec celle-ci. À l'ouest de l'Europe, les communistes avaient été expulsés du gouvernement à Paris et à Rome, ils étaient désormais partout dans l'opposition. La France avait renoncé à mener une politique autonome, notamment en Allemagne, et la Grande-Bretagne avait accepté de n'être plus que le lieutenant de l'Amérique en Méditerranée, périphérie devenue secondaire, à Malte, à Chypre et en Égypte; à l'autre bout du vieux continent, même la Turquie post-kémaliste avait été promue démocratie d'honneur et surtout alliée privilégiée, du fait de sa position frontalière de l'U.R.S.S. sur le chemin des mers chaudes.

Restait à organiser la poursuite de l'endiguement. Cela se fit par deux biais: économique et militaire. Concernant l'économie, les Américains avaient compris que la misère était

le terreau du communisme: Truman avait expliqué au Congrès que « si l'Europe ne parvenait pas à se relever, les peuples de ces pays pourraient en être réduits à adopter la philosophie du désespoir, la philosophie qui prétend que ce n'est qu'en renonçant à leurs droits fondamentaux et en les plaçant sous un contrôle totalitaire qu'il est possible de répondre à leurs besoins essentiels ». Et puis les États-Unis ne pourraient pas longtemps continuer à soutenir à bout de bras une Europe en ruines; et c'était un gâchis, car le vieux monde avait un important potentiel industriel et de bons ouvriers: or avec la guerre froide, tous les concours étaient nécessaires. En juin 1947 le secrétaire d'État américain George Marshall, lors d'un discours à Harvard, proposa un *European Recovery Program* (ou plan Marshall) d'aide gratuite au vieux continent (il valait en principe pour toute l'Europe, mais c'était un artifice de propagande: les Américains savaient bien que même les Tchécoslovaques, en cours déjà de satellisation par l'U.R.S.S., ne pourraient accepter).

L'aide Marshall serait répartie par le biais de l'Organisation européenne de Coopération économique (O.E.C.E.), créée en avril 1948: c'était afin que les Européens prissent l'habitude de coopérer entre eux – dans le discours des officiels américains, il était même question d'encourager les Européens à reproduire "l'expérience fédérale" qui avait si bien réussi à l'Amérique, notamment par la mise en place d'un "grand marché national sans barrières douanières internes"! Le préambule au traité mentionnait, parmi les objectifs de celui-ci, « l'unification de l'Europe ». Ces encouragements américains ont joué un rôle essentiel dans les premières étapes de la construction de l'Europe unie.

Concernant les aspects militaires, l'étape essentielle fut en avril 1949 la signature du traité (ou pacte) de l'Atlantique nord (en principe pour vingt ans) entre les États-Unis, le Canada et dix États d'Europe occidentale, dont la Norvège, le Portugal et (à partir de 1952) la Grèce et la Turquie, autres démocraties improbables, mais pas la R.F.A. ni l'Espagne. Il fallut préalablement décider le Congrès à abandonner officiellement l'isolationnisme d'avant-guerre, et tout particulièrement au principe du *non entanglement*, c'est-à-dire du refus de tout engagement contraignant: ce fut chose faite avec la déclaration Vandenberg, adoptée par le Sénat en juin 1948 (c'étaient toujours les effets du coup de Prague – Vandenberg était l'initiateur du texte). Le Pacte soulagea l'Europe occidentale qui était en état de très nette infériorité militaire: l'armée française était en grande partie en Indochine, celle du Royaume-Uni en Malaisie où elle tentait de mater une autre insurrection communiste; la R.F.A. n'avait pas d'armée et l'Italie guère davantage! Or l'ambiance était lourde, les communistes chinois venaient d'entrer à

Pékin... Le document signé en 1949 était un pacte essentiellement défensif; pour les principes que l'on était censé défendre ensemble il se référait toujours à la charte de San Francisco. Chaque signataire conservait son entière autonomie, en particulier l'entrée en guerre n'était jamais automatique. Au départ il n'y avait pas de structure institutionnelle; ce fut l'année suivante, dans le contexte des craintes liées à la guerre de Corée, qu'il apparut, pour le suivi d'une situation qui menaçait de devenir volatile, une Organisation du Traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.) avec un secrétaire général et un Conseil permanent; il y avait deux commandements intégrés, un en Europe (le S.A.C.Eur. ou *Supreme Allied Commander in Europe*, dont le G.Q.G., le S.H.A.P.E., fut établi à Roquencourt à partir d'avril 1951 et jusqu'en 1966 (puis il déménagea à Casteau en Belgique); l'autre, le S.A.C.lant., uniquement naval, sis à Norfolk, Virginie.

Le plan Marshall et le traité de l'Atlantique nord impliquaient le relèvement de ce qui restait d'Allemagne dans le camp occidental; il fallut pour y parvenir vaincre une forte opposition française, dont l'affaire de la C.E.D. fut l'épisode le plus spectaculaire. La R.F.A. accepta sans mauvaise grâce la position inconfortable qui lui était faite, celle de nain politique et de poste avancé du *limes* démocratique, donc de terrain privilégié du prochain conflit mondial s'il avait lieu. Les États-Unis poussaient toujours aussi vigoureusement à l'unité politique de l'Europe.

La stratégie de l'O.T.A.N., en ce début des années 1950, ne reposait pas sur les hommes ni sur les armements conventionnels, mais sur la supériorité en matière atomique. En 1949, l'armée américaine n'avait plus que cent mille hommes en Europe, contre trois millions en 1945, mais il eût été impossible de faire admettre à l'opinion publique d'une démocratie le maintien indéfini de ses fils sous les drapeaux en temps de paix, sans parler des coûts. L'O.T.A.N. n'avait que douze divisions (sept françaises, deux britanniques, une américaine, une belge) pour contrer une éventuelle attaque sur la R.F.A., et pour les mêmes raisons ce chiffre constituait pratiquement un plafond. Donc il ne fallait compter que sur les superbombardiers à long rayon d'action, et sur leurs missiles; on envisageait de s'en servir comme on s'était servi des bombardiers classiques durant la seconde guerre mondiale, afin de bombarder les villes pour déséquilibrer l'économie et semer la terreur — or c'était une stratégie problématique: d'une part parce qu'il n'y avait pas d'opinion publique en U.R.S.S. pour s'émouvoir des bombardements (ceux qui avaient touché l'Allemagne en 1943-1945 avaient plutôt servi la propagande hitlérienne et soudé la population autour du régime nazi): donc ce n'était pas avec cela qu'on allait faire capituler l'ensemble de l'Armée rouge, et l'on n'avait tout simplement pas les moyens de bombarder chacune des casernes soviétiques et l'ensemble des P.C. secrets où Staline pouvait

se terrorer. Enfin il y avait les opinions publiques occidentales, elles très actives et pour qui l'arme atomique représentait quelque chose de très différent des armes classiques; il est vrai que ce facteur jouait moins aux États-Unis qu'en Europe: les Américains étaient davantage enclins à considérer ces problèmes sous l'angle de la philosophie dans la mesure où leur territoire était hors d'atteinte. À partir d'avril 1950, cette doctrine, dite des "représailles massives", prévue au départ pour le cas d'une attaque en Europe, fut censée s'appliquer en cas d'attaque soviétique sur un point quelconque du globe: rodomontades dangereuses, car elles incitaient l'U.R.S.S. à programmer elle-même, en cas de menace de conflit quel qu'il fût, une attaque préventive, massive et atomique, mais qui heureusement n'eurent jamais à être mises en application: comme on va le voir, même en Asie Staline sut jusqu'où ne pas aller trop loin.

En Asie, l'enjeu, depuis la victoire des communistes en Chine en 1949, était le même en gros qu'en Europe: tenir les côtes et les archipels circumocéaniques. L'Iran était solidement ancré dans le camp occidental depuis que la tentative du premier ministre, le docteur Mossadegh, pour s'affranchir un peu de la tutelle américaine, héritière en droite ligne de la tutelle britannique de l'entre-deux-guerres, en nationalisant l'*Anglo-Iranian Oil Company* en 1951, fut étouffée par un coup d'État en août 1953. Les Américains eurent d'autres soucis en Malaisie, où les Britanniques voulurent bien se charger de la répression d'une insurrection communiste avant de laisser le pays accéder à l'indépendance, en Indochine où les Français eurent moins de succès dans une entreprise du même genre, malgré une aide américaine non négligeable vers la fin du conflit, mais où finalement seul un demi-Vietnam tomba dans l'escarcelle communiste en 1954, et surtout bien sûr Corée où ils furent à deux doigts de subir une humiliation majeure, et dont ils durent abandonner la moitié septentrionale tandis que la moitié méridionale demeurait dans le camp occidental, mais sans accéder à la démocratie. C'était la première guerre à laquelle les États-Unis participaient sans la gagner: au prix de 34.000 morts, ils n'obtinrent que le retour au *statu quo*. Fort heureusement ce conflit, le plus grave de la guerre froide, demeura limité, contrairement aux prévisions pessimistes du Pentagone pour qui tout conflit régional était appelé à devenir mondial. Pendant ce temps, l'Inde de Nehru et l'Indonésie de Sœkarno dérivèrent vers une "troisième voie" hautement suspecte – la seconde avait cependant trop de problèmes avec ses communistes pour pousser trop loin le flirt avec Moscou.

Ce fut à propos de l'affaire coréenne que, brièvement, certains membres éminents de l'équipe de campagne, puis de l'administration Eisenhower, dont le secrétaire d'État John Foster Dulles, évoquèrent la possibilité d'abandonner la

doctrine Truman, celle de l'endiguement, pour une politique de "refoulement" du communisme (*roll back*); on commença même à parler d'une "libération" des peuples qui subissaient le joug du communisme. Cela n'eut qu'un temps, d'une part parce qu'Eisenhower se rendit compte que c'était beaucoup trop dangereux: Staline savait jusqu'où ne pas aller trop loin, il l'avait montré lors de la crise de Berlin (il est vrai que l'attaque en Corée semblait l'indice d'un dangereux retour d'agressivité: on ne savait pas que Moscou contrôlait mal ses alliés asiatiques); mais il n'admettrait pas qu'on tentât de faire reculer son Empire; d'autre part, parce qu'une fois passé l'accès de paranoïa aiguë du maccarthysme les Américains redevinrent si intimement persuadés de la supériorité de leur modèle de civilisation qu'ils estimaient que le communisme finirait par s'effondrer tout seul; ce en quoi ils n'avaient pas tort, mais le processus fut plus long qu'ils ne l'imaginaient.

Il fallut quand même un affrontement ouvert avec le général MacArthur, le commandant des troupes américaines en Corée, qui voulait en découdre avec la Chine et qu'il fallut destituer en avril 1951... Par la suite, Washington renonça aux rêves de reconquête du continent asiatique, mais on continua à soutenir tout ce qui se proclamait anticommuniste, y compris le régime Bao Daï au Vietnam (reconnu en février 1950) et Jiang Jieshi dans sa "Chine nationaliste" ubuesque et croupion. En septembre 1951, il y avait eu un premier pacte du Pacifique (dont l'organisation s'appelait l'A.N.Z.U.S.), il réunissait l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. En 1954, ce pacte fut relayé par le pacte de Manille ou traité de l'Asie du sud-est (dont l'organisation s'appelait l'O.T.A.S.E.), qui formalisa les liens entre l'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Pakistan et la Thaïlande; un peu plus à l'ouest, le pacte de Bagdad, signé en 1955, rassemblait le Royaume-Uni, l'Iran, l'Irak et le Pakistan et la Turquie — grâce à des deux derniers pays qui appartenaient à deux alliances à la fois, le maillage des côtes de l'océan Indien et du Pacifique méridional était presque parfait: ne manquaient que l'Inde et l'Indonésie.

L'essentiel était quand même le Japon, dont le potentiel économique et militaire demeurait énorme, et qui commandait le passage des côtes soviétiques libres de glaces à l'est au Pacifique. Comme la R.F.A., l'autre grand vaincu se vit offrir le marché suivant: la renaissance économique, contre une conversion à la démocratie et l'abandon de toute prétention à jouer un rôle politique sur la scène internationale. Les Nippons, qui sont gens pragmatiques et avaient vu où l'impérialisme militaire les avait menés, acceptèrent (le traité de paix de San Francisco fut signé en septembre 1951; le Japon accepta de n'avoir que des "forces d'autodéfenses" très limitées en nombre), et entreprirent de s'essayer par

l'économie à ce à quoi ils avaient échoué par la guerre: la conquête du monde (à partir de 1952, les grands trusts, les *zaibatsu*, démantelés en 1945, commencèrent à se reconstituer). En attendant, l'Empire du soleil levant devenait, comme les Philippines, une espèce de grand porte-avions américain dans le Pacifique: l'archipel des Ryû Kyû, qui abritait sur l'île d'Okinawa la plus grande base américaine du monde, demeura d'ailleurs sous administration américaine (officiellement, onusienne) jusqu'en 1972. Les rapports entre le Japon et les États-Unis étaient strictement bilatéraux: jamais le Japon n'intégra aucune entente régionale (il est vrai que ses anciennes victimes ne l'auraient pas supporté); la Corée du sud non plus, ni la Chine nationaliste qui pourtant l'eût pu à l'époque où les États-Unis la reconnaissaient encore. Le Pacifique nord était une affaire trop sérieuse pour être laissée à ses propres riverains.

Les États-Unis mirent également en place toute une propagande officielle, destinée à répondre à celle de l'U.R.S.S.; ils mirent un certain temps à s'apercevoir qu'elle était inutile, l'attractivité du modèle américain étant évidente à tous les peuples libres. Depuis 1941, le gouvernement américain avait commencé à nommer des attachés culturels dans ses ambassades les plus stratégiques; il encourageait aussi des institutions privées comme l'*American Council of Education*, qui accordait à des étudiants méritants des bourses pour étudier aux États-Unis, en espérant en faire des étudiants bien-pensants (le succès fut mitigé: certains étudiants originaires du tiers-monde revinrent très "remontés" de leur séjour en Amérique). Après-guerre, en 1946, il apparut un *Office of International Information and Cultural Affairs* (O.I.C.), remplacé l'année suivante par un *Office of International Information and Educational Exchange* (O.I.E.). Les secrétaires d'État successifs de cette période Byrnes puis Marshall, insistaient sur la nécessité de présenter un "miroir" des États-Unis et non une "vitrine", mais à partir de 1948 ces pieuses recommandations furent copieusement oubliées. L'O.I.E. gérait notamment une radio de propagande, la Voix de l'Amérique, que 15% des Français auraient écouté en 1949. En 1950, Truman lança une *Campaign of Truth*, qu'il présenta comme « une sorte de plan Marshall dans le domaine des idées ». Ce programme prévoyait d'intensifier l'usage de la radio et du cinéma (l'O.I.E. multipliait les films de propagande), d'augmenter le nombre d'étudiants étrangers accueillis aux États-Unis... On peut relier à ces efforts de propagande les accords Blum-Byrnes de juin 1948, qui favorisaient la diffusion de films américains en France; mais sans oublier que dans les pays où de tels accords n'avaient pas été signés la pénétration des productions hollywoodiennes fut tout aussi rapide et tout aussi profonde!

Tout ceci se traduisit surtout par une course aux armements, accélérée par l'accession de l'U.R.S.S. au rang de puissance nucléaire en 1949. De ce fait, du fait aussi de la guerre de Corée, l'armée de terre américaine tripla ses effectifs de 1950 à 1953; les dépenses militaires passèrent de onze milliards de dollars en 1948 à cinquante en 1953. Pour réduire la disproportion en matière d'armements conventionnels en Europe, qui risquait de poser problème en cas d'attaque-surprise massive du genre de celle de 1950 en Corée (les bombardiers atomiques auraient-ils le temps d'arriver?), l'Amérique porta à cinq le nombre de ses divisions en Europe occidentale, et la Grande-Bretagne accepta d'en stationner quatre en R.F.A. L'effort de production d'avions redoubla: l'O.T.A.N. en avait 5.200 à sa disposition en 1953; la marine, que certains au Pentagone tenaient pour une arme obsolète à l'ère des missiles, bénéficia beaucoup, en termes budgétaires, du rôle essentiel qu'elle avait joué dans la guerre de Corée, où la défaite n'avait été évitée que grâce à un débarquement à l'arrière des lignes ennemies et aux attaques des B-59 embarqués sur les porte-avions américains.

II-La détente (1953-1975).

1) Les relations globales entre blocs.

Avec les États-Unis, la disparition du fatal moustachu mit fin à la phase de plus grande tension. L'U.R.S.S. accepta peu à peu l'idée qu'il allait falloir coexister un certain temps avec le bloc occidental, donc établir un certain nombre de règles; les États-Unis renoncèrent au *roll back* pour en revenir à la doctrine du *containment*, tandis que le Maccarthysme s'effondra à partir de 1953. Ce fut ce que l'on appela en Occident la "détente" ou la "coexistence pacifique".

Les premiers signes de "dégel" apparurent au lendemain de la mort de Staline avec l'accord à l'O.N.U., en avril 1953, pour la nomination d'un nouveau secrétaire général, bloquée depuis des mois; l'armistice en Corée, en juillet 1953, et, d'avril à juillet 1954, la conférence de Genève qui mit fin à la première guerre d'Indochine, puis le traité réglant le sort de l'Autriche en mai 1955 et l'établissement de relations diplomatiques avec la R.F.A. en septembre de la même année (le chancelier Adenauer se rendit à Moscou). En octobre-novembre 1956, on vit les "deux Grands" intervenir dans le même sens, quoique sans s'être concertés, dans l'affaire de Suez; Khrouchtchev se rendit aux États-Unis en 1959. On pouvait avoir l'impression que le monde allait vers une situation de "condominium" apaisé, chaque berger gardant son troupeau.

En août 1963, de premiers efforts pour limiter les effets les plus désastreux de la course aux armements aboutirent à un accord interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère; mais les opinions publiques ne perçurent que bien plus tard

l'ampleur de la pollution qu'ils avaient provoquée. Les négociations continuèrent durant toute la décennie, et aboutirent à un traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en juillet 1968 (signé également par la Grande-Bretagne, mais pas par la France), et surtout à l'accord S.A.L.T.-1 sur la limitation des armements nucléaires, signé en mai 1972.

Au début des années 1970, il y eut une reprise de la détente en Europe : ce fut d'abord la normalisation des relations entre les deux Allemagnes en 1970-1972, puis les accords d'Helsinki en avril 1975. Par ailleurs, en 1972 les États-Unis se réconcilièrent avec la Chine, dont l'agressivité incontrôlée (à vrai dire surtout en paroles) avait inquiété tout le monde dans les années 1960. Ce début des années 1970, ce fut vraiment *love, lioubov, amour...*

Même les échanges économiques entre les deux blocs croissaient : de quatre millions sept cent mille roubles en 1970 à trente-six millions cent mille en 1980. Des entreprises occidentales s'implantaient de nouveau en U.R.S.S., plus exactement y construisaient des usines "clés en main" par exemple Fiat à Togliatti (une ville de Russie qui avait été rebaptisée en l'honneur d'un ancien secrétaire général du P.C.I.). L'U.R.S.S. arrivait même à vendre quelques produits en Occident, notamment des automobiles au confort spartiates mais aux prix très bas, les Lada (fabriquées à Togliatti, justement); ses satellites faisaient encore un peu mieux, la R.D.A., la Hongrie et la Pologne notamment. Mais ce commerce impliquait une dépendance qui inquiétait le Kremlin: en particulier, l'U.R.S.S. devait importer de plus en plus de blé (aux États-Unis; à la fin des années 1970, elle tenta de diversifier ses fournisseurs en négociant... avec la dictature d'extrême-droite argentine). De toute façon ces échanges étaient condamnés à ne pas croître au-delà d'un certain seuil, car les produits du bloc de l'Est étaient de fort mauvaise qualité et la technologie soviétique progressait fort lentement.

Tout ceci n'alla pas sans mal: Khrouchtchev avait un style "diplomatique" passablement brutal, tissu de rodomontades et d'ultimatums tapageurs, par ailleurs assez brouillon ; l'équipe suivante était plus raide. Il y eut des moments de grande tension : les contemporains n'ont pas forcément retenu une image idyllique de cette période, où les deux super-grands conservaient la capacité de détruire plusieurs fois la planète !

Une partie des tensions vinrent de la Chine : même dans la période (avant 1960) où il était officiellement aligné sur Moscou, Mao était l'un des leaders les plus agressifs du bloc communiste. En 1954, puis à nouveau en 1958, l'armée de la Chine communiste bombardait Quemoy et Matsu, deux îles ou groupes d'îles situées au large des côtes continentales, mais demeurées aux mains des nationalistes. Plus tard, dans les

années 1960, Mao multiplia les déclarations bellicistes ; du genre : "vive la guerre atomique, de toute façon les Chinois sont nombreux, il en survivra bien quelques-uns...". Vis-à-vis des Occidentaux, la Chine ne dépassa pas le stade des rodomontades, et l'on sait aujourd'hui que l'armée chinoise était bien trop occupée à maintenir l'ordre chez elle pour être réellement menaçante ; mais l'irresponsabilité de Mao aurait pu avoir des conséquences gravissimes : en 1969, une série d'incidents sur le fleuve Oussouri mit la Chine et l'U.R.S.S. au bord de la guerre. Finalement, après la fin de la Révolution culturelle les choses se calmèrent : en 1972, la Chine renoua spectaculairement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis (lesquels, cependant, ne cessèrent pas de soutenir Taïwan, au nom du *containment*).

D'autres tensions étaient plus strictement bilatérales. Il y eut d'abord la crise de l'U2, en mai 1960; celle liée à la construction du mur de Berlin en août 1961, et surtout, en octobre 1962, la crise des fusées de Cuba qui mit véritablement le monde au bord de la guerre nucléaire durant une petite semaine. Cette dernière crise, qui représenta une humiliation pour Khrouchtchev (obligé de reculer sans avoir obtenu aucune compensation – il avait tenté de réclamer le retrait des missiles américains de Turquie), aboutit au moins à l'installation, en juin 1963, d'un "téléphone rouge" qui reliait directement le Kremlin à la Maison blanche, afin que les leaders des deux superpuissances pussent se concerter en cas de crise aiguë. Il y eut d'autres tensions, moins graves, notamment au moment de la guerre des six jours en 1967 (l'Égypte était alors une alliée proche de l'U.R.S.S.), et de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 (voyez plus bas).

Ce qu'il faut comprendre, et qu'illustre bien le maintien à son poste d'un même ministre des Affaires étrangères, Andreï Andreïevitch Gromyko, de 1957 à 1985, c'est-à-dire durant la détente comme durant le durcissement postérieur, c'est que si la vision du monde à Moscou était devenue moins schématique avec l'arrivée au pouvoir de la génération d'après Octobre, et si l'équilibre de la terreur empêchait les provocations trop ouvertes, les buts et les stratégies de l'U.R.S.S. demeuraient fondamentalement identiques: même ressemblant de plus en plus furieusement à un nouvel Empire russe, elle demeurait par ailleurs une structure révolutionnaire dont le but était l'extension du communisme à toute la planète – extension que les lois de la dialectique historique rendaient inéluctable à long terme. Imaginer que des bolcheviks, même chenus, pussent s'accommoder de la persistance à long terme du capitalisme, relève d'une incompréhension totale de la nature du régime soviétique: d'autant que dans la débâcle progressive de leur économie et de leur modèle de société, tout ce qui leur restait, c'était la légitimité révolutionnaire. La logique fondamentale était toujours de confrontation. La coexistence

pacifique ne fut qu'une tactique destinée à gagner du temps pour se mettre au niveau de l'Occident en matière économique et militaire, en attendant que le rapport de forces penchât décidément en faveur du "camp socialiste", que l'U.R.S.S. se renforçât (économiquement et militairement, que le capitalisme dépérît de lui-même (la crise des années 1970 raviva, de ce point de vue, l'optimisme à Moscou): c'est là qu'il faut chercher la cause profonde de ses limites et ses équivoques.

L'U.R.S.S. continuait à utiliser la subversion comme un mode d'action parmi d'autres en matière de relations internationales, dans la stricte continuité du cynisme révolutionnaire léniniste. Je vais y insister un peu car c'est moins connu que ce qui précède.

Il y avait toujours un important dispositif de réseaux d'influence, dans la lignée des "fronts" de l'époque de l'antifascisme. Ils attaquaient l'ennemi selon des axes variables, politique, idéologique, culturel, etc. Le Mouvement de la Paix se recentra vers le tiers-monde (il y eut un second appel de Stockholm en 1975). En 1958, il apparut une Conférence chrétienne de la Paix, fondée par un théologien tchèque qui avait reçu le prix Lénine (!); elle parvint à organiser une grande conférence à Prague en 1961. Mais elle entra en dissidence en 1968, comme toute la Tchécoslovaquie, et la normalisation subséquente lui fut fatale. Parmi la nébuleuse des Fronts, il existait aussi une Fédération mondiale des Syndicats (créée à Paris en 1946), une Union internationale des Étudiants, une Association internationale des Juristes démocrates, etc. Dans les années 1970, un Comité international pour la Sécurité et la Coopération en Europe, fondé en 1963, eut un rôle important dans les tentatives de séduction des opinions occidentales. Sur le plan culturel, depuis 1925 il existait une Association soviétique pour les Liens culturels avec l'Étranger, qui accoucha en 1958 d'une série d'associations nationales, dont une Association U.R.S.S.-France; elle travaillait en symbiose avec France-U.R.S.S., association privée fondée en 1944: manipulation typique de l'époque — les militants pouvaient prétendre vertueusement que Moscou n'avait rien à voir dans leurs activités; en réalité ils représentaient un instrument docile au service de Moscou.

Les affaires d'espionnage furent légion; elles faisaient les délices horrifiées des médias occidentaux et donnèrent naissance à un prospère genre littéraire (illustré notamment par John Le Carré, déjà cité à propos de Kim Philby) et cinématographique (illustré notamment par la série des *James Bond*, dont le premier, *contre Dr No*, date de 1967). Malgré la dissolution du Kominform les P.C. occidentaux demeuraient sous étroite tutelle du Département international du Comité central du P.C.U.S., en particulier par le biais financier (y compris le Parti communiste italien, qui dès les années 1960 affichait une prise de distance idéologique avec la métropole: il était

même au premier rang de ces distributions avec encore 28% du total en 1973, soit cinq millions deux cent mille dollars de l'époque, contre 12% pour le P.C.F.). Le contrôle était idéologique également, notamment par le biais des écoles internationales de cadres qui continuaient à fonctionner à Moscou, et bien sûr par le biais des ambassades soviétiques. Dans ces conditions les P.C. occidentaux, très longtemps, servirent d'instruments à la propagande soviétique, de réseaux d'influences occultes, d'informateurs, d'agitateurs à l'occasion (toutes ces activités étaient niées, et ignorées des militants, dont la bonne foi était abondamment manipulée). Cependant ils se firent de moins en moins dociles avec le temps, surtout après l'affaire tchécoslovaque en 1968 – voyez plus bas.

Par ailleurs, l'U.R.S.S. continuait à se placer fondamentalement, du point de vue stratégique, dans la perspective d'un choc frontal. La doctrine militaire de l'Armée rouge ne changea pas d'un iota: elle reposait sur le principe du bombardement massif, qui avait fait ses preuves durant la deuxième guerre mondiale; et les Soviétiques, qui n'avaient pas d'opinion publique à ménager, ne faisaient pas la différence entre un bombardement classique et un bombardement nucléaire. Il n'était absolument pas question de ripostes graduées: l'essentiel était de ne pas se laisser surprendre – et pour cela l'important était de frapper fort, en prenant les devants si nécessaire.

Dans ces conditions, la course aux armements ne s'arrêta jamais; elle fut en bonne partie responsable de l'effondrement progressif de l'économie soviétique, puisqu'une proportion énorme du P.N.B. lui fut consacrée. L'U.R.S.S. avait la bombe A depuis 1949. L'Amérique reprit l'avantage pour quelques années avec la bombe H (opérationnelle en 1953 après trois ans seulement de recherches – la première explosion eut lieu en mars 1954 sur l'atoll de Bikini, mais ce n'était que partie remise: les premiers essais soviétiques eurent lieu début 1954. En octobre 1957, elle envoya dans l'espace le premier satellite artificiel de l'Histoire de l'humanité, Spoutnik-1. Cet événement fut présenté comme un exploit technologique, preuve du développement économique croissant de l'Union soviétique, et comme un progrès pour la science; mais si l'inquiétude américaine grandit, ce n'était pas à cause du satellite lui-même, dont le *bip-bip* triomphant capté par toutes les radios du monde était certes agaçant, mais à cause de la fusée qui l'avait lancé: si elle avait atteint la stratosphère, elle pouvait atteindre le territoire des Etats-Unis: on entraît dans une nouvelle génération de missiles intercontinentaux. (Par ailleurs, les satellites artificiels servirent très vite essentiellement à espionner le camp adverse). Effectivement, l'U.R.S.S. se dota de missiles balistiques, d'abord de portée régionale, puis, très vite, au

tout début des années 1960, intercontinentale: ce qui lui donna un sentiment de sécurité croissante qui dut jouer un rôle dans l'approche moins crispée des problèmes internationaux, mais n'était quand même pas fait, à terme, pour calmer les tensions. Les progrès furent tels que dès le milieu des années 1950 le Pentagone craignait qu'ils ne fussent capables d'atteindre sans escale le territoire américain, et que l'avance américaine ne se fût changée en retard, ce que l'on appelait le *missile gap* – dans les deux cas c'était exagérément pessimiste, à moins que ce ne fût de l'intoxication de la part du Pentagone afin de persuader le Président de poursuivre la course aux armements.

La bombe H était une arme si puissante qu'elle rendait délicat le maintien de la doctrine des représailles massives, lesquelles risquaient de signifier la vitrification générale de la planète au moindre conflit, la *Mutual Assured Destruction* (M.A.D., selon un judicieux acronyme). L'arme atomique, arme ultime, arme totale, arme de champ de bataille et de terreur urbaine, avait été inefficace pour empêcher le noyautage des gouvernements d'Europe centrale; il avait été impossible de s'en servir en Chine durant la guerre de Corée, durant la crise de Cuba elle ne fut qu'une menace... Cependant il fallut presque l'ensemble des deux mandats d'Eisenhower pour que le Pentagone, dirigé par John Foster Dulles jusqu'à sa mort en 1959, arrivât à formuler les conclusions ci-dessus. Ce fut à la fin des années 1950 que les Américains commencèrent à développer des armes nucléaires "tactiques", pour le cas de conflits graves mais localisés, afin d'éviter de déclencher l'Apocalypse pour « un pâté de maisons de Berlin » selon l'expression du futur secrétaire d'État Kissinger; finalement, en 1962, la doctrine des "représailles massives" céda officiellement la place à celle de la "riposte graduée", dite aussi "doctrine MacNamara", du nom du secrétaire d'État à la Défense de Kennedy. Ce n'était que la reprise d'une vieille idée que l'on trouvait déjà dans Clausewitz, le grand théoricien de la guerre à l'époque napoléonienne: les moyens militaires devaient être en adéquation aux objectifs politiques, le choix du tout ou rien était le pire des choix car il acculait au recul lorsqu'un conflit total était trop coûteux. « Désormais », comme l'expliqua Henry Kissinger dans un ouvrage paru en 1957, « le but de la stratégie d[evait] être d'affecter la volonté de l'ennemi, non de le détruire ». Concrètement, on commencerait par utiliser les armements conventionnels, puis si nécessaire les armements nucléaires classiques, puis les missiles stratégiques contre l'U.R.S.S. et sa population; entre chaque étape on marquerait un temps d'arrêt pour permettre à l'adversaire de "réfléchir". Le problème de cette nouvelle doctrine, c'était son coût: il fallait produire des armes toujours plus différenciées... et en quantité suffisante pour pouvoir les disposer sur l'ensemble de la planète.

L'affaire cubaine montra que les armes atomiques servaient essentiellement à neutraliser celles du camp adverse et ne suffisaient pas à emporter la décision ; En revanche, Moscou avait été incapable d'aligner une force d'intervention locale, sa marine notamment avait révélé de grandes faiblesses. Aussi l'U.R.S.S. se mit également à développer ses armements classiques. C'était un développement essentiellement quantitatif (le nombre de chars, d'avions, de sous-marins croissait de manière pratiquement exponentielle), mais le retard technique finissait par se creuser dans ces secteurs aussi, malgré les efforts consentis par les Américains.

En 1962, aux usées américaines Atlas et Titan vinrent s'ajouter les missiles Polaris, qui avaient une portée de 2.000 km; en 1964, les missiles Minutemen, qui permettaient des tirs à 10.000 km. À partir de 1960, les deux camps se mirent aussi, à peu près aux mêmes dates et à la même vitesse, à développer des satellites-espions et surtout une flotte de porte-avions et de sous-marins porteurs d'engins nucléaires: ces appareils mobiles étaient beaucoup moins exposés aux tirs adverses que les bases fixes de lancement, et les sous-marins avaient l'avantage additionnel s'être à peu près invisibles (ils le restèrent jusqu'au bout, même des satellites-espions, moyennant des prodiges techniques), et de pouvoir s'approcher des côtes de l'adversaire pour tirer. Au passage, l'Amérique aida la Grande-Bretagne (ouvertement) et la France (discrètement) à se doter elles aussi de l'arme nucléaire. La "riposte graduée" passait par la capacité des alliés à gérer seuls des conflits régionaux; mais ces nouvelles puissances nucléaires allaient-elles toujours demeurer des alliées? Le fait que la dégradation des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine n'avait pas empêché celle-ci de mener à bien son propre programme nucléaire en pleine période de radicalisation politique pouvait donner à réfléchir.

La course aux armements continua durant toutes les années 1960, creusant l'écart avec les puissances moyennes: en 1974, les États-Unis consacraient quatre-vingt-cinq milliards de dollars à leur défense; le Pentagone, les clubs de réflexion géopolitique et les médias jonglaient avec les kilotonnes, les millions de morts et la vitrification des territoires. Les deux supergrands possédaient la capacité de se détruire mutuellement des dizaines de fois, mais les États-Unis craignaient toujours autant le *missile gap* – ce fut notamment l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle de Kennedy en 1960, mais on le retrouve chez tous les Présidents américains jusqu'à Ronald Reagan.

La seule chose qui sauvait le monde d'un conflit mille fois plus destructeur que les précédents, c'était le relatif équilibre toujours maintenu entre les deux adversaires, qui empêchait aucun des deux de profiter d'une "fenêtre d'opportunité" en termes d'avantages stratégiques, et surtout la conscience partagée de l'ampleur des dégâts en cas

de guerre: bref, c'était "l'équilibre de la terreur". Par chance, tous les dirigeants étaient des hommes raisonnables, fondamentalement des conservateurs plutôt que des aventuriers, à l'exception de Mao Zedong qui était occupé à lancer les Gardes rouges à l'assaut de ses propres quartiers généraux. Mais l'on voit que celle-ci n'eut rien d'une promenade en forêt main dans la main.

Les négociations sur la limitation des armements des années 1960-1970 étaient conçues, côté soviétique, comme des marchandages, des moyens de modifier le rapport de force en faveur du bloc soviétique; l'U.R.S.S. n'en appliquait que ce qui était strictement nécessaire. Ainsi S.A.L.T.-1 fut une duperie: comme il limitait le nombre de fusées sans tenir compte du nombre de têtes nucléaires qu'elles portaient, l'accord était avantageux pour l'U.R.S.S. qui, contrairement aux États-Unis, ne disposait pas encore de fusées à tête multiples: dès le traité signé, les Soviétiques se précipitèrent pour en mettre au point.

B) Le difficile contrôle du bloc communiste par l'U.R.S.S.

En 1960, à son tour l'U.R.S.S. "perdit la Chine". Une nouvelle fois, Moscou se révélait incapable de contrôler un pays qu'elle n'occupait pas militairement: décidément, le bloc de l'est ne tenait que par la contrainte, ce qui à l'évidence était un facteur de faiblesse fondamental par rapport au bloc occidental, lequel dans l'ensemble tenait par l'adhésion des opinions publiques.

La dissidence chinoise provoqua l'apparition d'une nouvelle orthodoxie marxiste-léniniste, distincte et concurrente de l'orthodoxie moscovite, et qui de par le poids démographique et le prestige culturel de la Chine, de par aussi sa radicalité qui séduisait en Occident les orphelins de la Révolution, eut beaucoup plus d'audience que la dissidence titiste – encore qu'il ne faut pas exagérer l'audience du maoïsme à l'étranger: il n'y eut jamais de parti maoïste de masse en Occident, et le seul autre pays qui se proclama jamais maoïste fut un timbre-poste balkanique, l'Albanie d'Enver Hoxha, de 1960 à 1978. Il y eut aussi quelques tentatives des Chinois pour concurrencer l'aide économique soviétique aux régimes "progressistes" d'Afrique, mais la Chine était trop pauvre – et la Révolution culturelle l'enfonça dans l'isolement. Du point de vue moscovite tout cela était quand même agaçant: il fallait sans cesse se justifier, faire assaut d'orthodoxie léniniste (la Chine accusait l'U.R.S.S. de "révisionnisme", c'est-à-dire d'avoir trahi les idéaux de Lénine). La dissidence chinoise provoqua surtout la perte d'une grande partie du continent asiatique, de la plus grande partie de la façade pacifique du bloc communiste, et des deux tiers de la population du "bloc socialiste" de l'époque; lorsqu'en 1972 la Chine se rapprocha

des États-Unis, l'humiliation fut complète. En revanche la Chine n'était pas une grande puissance militaire: la dissidence chinoise ne remit pas en cause l'équilibre stratégique entre les deux blocs.

La Corée du nord oscilla entre la Chine et l'U.R.S.S.; neutralisée par la présence américaine en Corée du sud, elle présentait un intérêt stratégique très limité. En revanche, ce fut l'État communiste qui recourut le plus ouvertement au terrorisme dans les années 1970 et 1980: en 1986 si ma mémoire est bonne, un attentat décima le gouvernement sud-coréen à Rangoon, la capitale de la Birmanie (l'actuel Myanmar).

En revanche, l'U.R.S.S. conserva par la force le contrôle de son glacis européen, à l'exception de l'Albanie, pays que l'Armée rouge n'occupait pas et qui se trouvait isolé des "pays frères" par la Yougoslavie: pour éviter une déstalinisation qui eût menacé son pouvoir, Enver Hodja aligna son pays sur la Chine. Les tensions à l'intérieur du bloc communiste en Europe commencèrent dès 1956, trois ans après la mort de Staline et quelques mois après le XXe congrès du P.C.U.S., dans une ambiance de confusion (les équipes stalinienne au pouvoir étaient menacées d'être renvoyées au profit de nouvelles équipes "khrouchtchéviennes", plus fidèles au nouveau leader de Moscou et plus aptes à appliquer le nouveau cours) et de libéralisation (très relative): des protestations commençaient à s'élever contre les tensions économiques (l'économie planifiée donnait des résultats catastrophiques), sociales (la misère régnait en Europe centrale et balkanique et la *nomenklatura* étalait sans vergogne ses privilèges), politiques (la répression avait été terrible) et surtout nationales. Les crises des années 1950 touchèrent d'ailleurs, outre l'Allemagne (les événements de juin 1953 en R.D.A) les deux pays "de l'est" les plus antirusses par tradition (avec la Roumanie): la Pologne et la Hongrie.

En Pologne, pays le plus ouvrier du monde depuis qu'elle avait hérité de la Silésie et que les Soviétiques avaient décidé de le spécialiser dans l'industrie lourde, ce furent les ouvriers qui se révoltèrent, soutenus par les intellectuels (par nationalisme) et par tous ceux que les nationalisations avaient spoliés, les paysans en tête – l'agriculture était en cours de collectivisation. Les premières manifestations eurent lieu en juin 1956; la répression fut sanglante. La crise sociale se doubla rapidement d'une crise à l'intérieur du Parti communiste – au début de l'année les victimes survivantes des purges des années 1947-1953 avaient été libérées, notamment Gomulka. Il y eut quatre jours d'extrême tension entre le 19 et le 23 octobre; finalement, pour éviter une révolte ouverte et pour ne pas avoir à intervenir dans un pays de quarante millions de

têtes de bois, les Soviétiques donnèrent leur aval à un putsch interne au régime, qui se solda par la chute de Rokossovski et le retour au pouvoir de Gomulka. Celui-ci réaffirma l'adhésion de son pays au bloc de l'est, mais lâcha du lest en matière sociale en abandonnant la collectivisation des terres (cela permit aussi une détente de la situation alimentaire dans les villes); de ce fait, la Pologne fut le seul pays du bloc de l'est où l'agriculture privée resta majoritaire (à 75% en 1980). Quelques années durant, Gomulka parvint à se donner une image de libéral.

Dans l'affaire, l'U.R.S.S. avait renoncé à la poursuite de la construction du socialisme, aux logiques communistes, au profit du contrôle de son satellite, c'est-à-dire des logiques impériales russes. Au moins, on avait évité un bain de sang, largement parce que les Polonais savaient de longue date ce dont la Russie était capable; ce ne fut pas le cas en Hongrie, pays qui n'avait pas d'expérience ancienne en la matière. La déstalinisation allait bon train à Budapest: Rajk, la principale victime des procès staliniens, avait été réhabilité à titre posthume; à la tête du Parti le stalinien Matyas Rakosi (1892-1971) avait été remplacé par une équipe dont le "numéro un" était Ernő Gerő (1898-1980) et le "numéro deux" János Kadar, une autre victime des purges, sorti de sa geôle au début de l'année. Le 23 octobre, à l'annonce du coup d'État en Pologne, des manifestations étudiantes éclatèrent – dès le début, la Révolution hongroise eut une bien plus forte coloration nationaliste que les événements de Pologne; la dimension sociale resta au second plan. Le 24, le régime tenta une opération à la polonaise en plaçant au poste de Premier ministre un membre du Comité central connu pour ses positions réformistes, Imre Nagy (1896-1958). Gerő fut remplacé par Kadar à la tête du Parti. Mais en quelques jours l'insurrection s'étendit à tout le pays, où les communistes étaient haïs (entre autres raisons parce qu'ils avaient laissé mutiler à nouveau la Hongrie en 1945: la Transylvanie peuplée en bonne partie de Hongrois était revenue à la Roumanie). Nagy, qui n'était pas un aigle, se laissa dépasser par les événements: sans mesurer la portée de ses actes, il exigea le départ des troupes soviétiques (elles firent mine de partir le 31), proclama la sortie de la Hongrie du pacte de Varsovie, qui n'avait qu'un an d'âge, et sa neutralité; il fit appel à l'O.N.U. et forma un gouvernement où les communistes étaient minoritaires.

Tout ceci était inacceptable pour l'U.R.S.S., pour des raisons stratégiques (cela eût coupé en deux le glacis centre-européen; la Hongrie était frontalière de l'U.R.S.S.), de prestige, et aussi idéologiques: dans la vision communiste du monde, à la fois historiciste et téléologique, il était inimaginable qu'un pays qui avait été socialiste cessât de l'être, puisque le cours de l'Histoire menait irrémédiablement du capitalisme au communisme. Le 4 novembre, l'Armée rouge,

appelée par un gouvernement fantoche improvisé en Ukraine par Kadar, intervint et écrasa la Révolution dans le sang: les combats durèrent plus d'une semaine et firent trois mille cinq cent morts – Nagy fut fusillé en juin 1958, à l'issue d'un "procès" secret qui se tint en U.R.S.S. L'Occident n'intervint pas, malgré les promesses irresponsables de la radio de propagande américaine basée à Munich, *The Voice of America*, qui jeta de l'huile sur le feu. Encore une fois, on sacrifia les centre-Européens sur l'autel de la paix; le partage de l'Europe était définitif. L'O.N.U. ne put rien faire: l'U.R.S.S., instruite par l'expérience coréenne, usa de son veto. La Hongrie, matée, ne fit plus parler d'elle jusqu'en 1989; Kadar, d'ailleurs, parvint à se faire une certaine popularité en réduisant la répression au minimum, et en assurant à la population un niveau de vie sans commune mesure avec celui des autres pays communistes.

L'U.R.S.S. présenta la révolution hongroise comme une contre-révolution, une tentative des vaincus de 1945 pour reprendre le contrôle du pays, voire un complot nazi. Elle insistait sur le rôle qu'avaient joué dans l'insurrection des hommes de droite, d'anciens agrariens et aussi l'archevêque de Budapest, Mgr Mindszenty, dont certains avaient collaboré avec le régime Horthy sinon avec la brève occupation allemande de 1944-1945: tous les amalgames étaient permis. Il va sans dire que rien de tout cela ne pouvait expliquer que plusieurs millions de personnes fussent descendues dans la rue: pour la première fois, mais pas la dernière, le communisme, qui prétendait représenter les intérêts du peuple, s'était heurté à une véritable insurrection populaire. Quant à Mgr Mindszenty, je ne sais s'il était très progressiste, mais il l'était certainement plus que ceux qui firent couler le sang du peuple hongrois.

La leçon était claire: toute tentative pour sortir du bloc de l'est serait traitée par la force. Pourtant, dans les années 1960, les Soviétiques furent obligés d'accepter des entorses limitées à l'orthodoxie idéologique et à la solidarité des "pays frères": il fallait bien laisser une soupape de sécurité à l'exaspération croissante des populations. Les sociétés mixtes furent liquidées. Nous venons de le voir, la Pologne renonça à collectiviser son agriculture; ce pays et la Hongrie établirent des relations économiques avec l'Occident dans le but de donner à leurs populations des satisfactions matérielles en échange d'une acceptation passive du communisme – cette politique est restée sous le nom de "socialisme du goulasch" (le goulasch, c'est le pot-au-feu centre-européen). En Roumanie, le régime, dirigé depuis 1965 par Nicolae Ceausescu, commença à jouer sur un registre nationaliste et, en contradiction avec les objectifs

imposés par le Comecom, commença à se construire une base industrielle dans le but d'être moins dépendant; il menaçait de se rapprocher de la Chine si on l'en empêchait: l'U.R.S.S. céda. Seules la R.D.A., zone occupée à l'autonomie fort réduite, et la Bulgarie de Todor Jivkov, pays pauvre, peu politisé et traditionnellement philorusse, restèrent calmes.

En revanche, au milieu des années 1960 les choses commencèrent à se gâter en Tchécoslovaquie, de loin le pays d'Europe centrale qui avait les traditions démocratiques les plus vigoureuses, et qui, bien que traditionnellement ni antirusse ni anticommuniste, avait le plus souffert de sa vassalisation par la Russie soviétique et d'avoir été coupé de l'Occident auquel les pays tchèques au moins appartiennent pleinement – Prague est plus à l'ouest que Vienne! Les Pragois ne digéraient pas que leur pays fût devenu un "pays de l'est"... La période stalinienne y avait été particulièrement dure, et les Tchécoslovaques avaient retenu la leçon hongroise: ils ne remirent pas en question l'appartenance au pacte de Varsovie, ni le socialisme. Du reste ce n'était pas qu'une stratégie: les acteurs du dégel tchécoslovaques des années 1960 étaient très différents des révolutionnaires hongrois, ce n'étaient pas des libéraux mais d'authentiques socialistes, de l'espèce humaniste et libertaire, bien représentée dans ce pays où le P.C. était devenu le premier parti après-guerre et gardait, contrairement aux autres pays du bloc de l'est, des contacts étroits avec la société réelle; ils voulaient conserver les acquis du communisme, le dépasser et non le liquider: selon leur propre formule, ils prétendirent construire un "socialisme à visage humain". Leurs efforts annonçaient ceux, tout aussi courageux et finalement vains, des gorbatchéviens dans les années 1980 pour démocratiser la société soviétique.

Au début des années 1960, une équipe d'économistes du P.C.T., dirigée par Ota Sik (né en 1919), avait élaboré une critique des rigidités de l'économie planifiée. Puis les intellectuels prirent le relais en élargissant les critiques: à partir du Congrès de l'Union des écrivains de juin 1967, cette agitation gagna d'autres milieux et se doubla d'une critique de l'alignement inconditionnel sur Moscou. Tout le P.C.T. fut gagné par cette dissidence pacifique: en décembre 1967, l'antédiluvien stalinien Antonin Novotny (1904-1975), premier secrétaire depuis la mort de Gottwald en 1953, un extrémiste de la médiocrité dont une plaisanterie disait qu'il était "la preuve vivante que sous le socialisme n'importe qui pouvait arriver au pouvoir", fut remplacé par le chef de file des libéraux, le Slovaque Alexandre Dubcek (1921-1992), qui fit tout ce qu'il put pour canaliser le mouvement: entre autres, il rencontra Brejnev à deux reprises et l'assura qu'il n'était pas question de remettre l'essentiel en cause, à savoir l'alliance militaire avec l'U.R.S.S. et la construction du socialisme. Mais le P.C.T. se radicalisa rapidement et adopta en avril 1968 un programme qui prévoyait le retour au

pluralisme politique, la liberté de presse et de voyage à l'étranger, etc... et qui commença à être appliqué. Le régime renonçait à la planification autoritaire; en matière culturelle, la floraison de ces quelques mois est restée sous le nom de "printemps de Prague". Tout ceci se faisait sans aucune manifestation d'anticommunisme, contrairement à ce qui s'était passé en Hongrie.

Mais l'U.R.S.S. s'inquiétait autant pour des raisons stratégiques qu'idéologiques; tout comme les équipes dirigeantes des pays communistes voisins, qui craignaient la contagion. En juillet, pour la première fois, Brejnev exposa la doctrine de la "souveraineté limitée", ce qu'on appelle aussi la "doctrine Brejnev", selon laquelle la souveraineté d'un pays socialiste s'arrêtait aux menaces pesant sur le socialisme dans ce pays. Ce n'était somme toute qu'un retour aux principes du léninisme, la réaffirmation que la Révolution n'avait pas de frontières; cela avait déjà servi en Ukraine en 1919. Mais il y avait désormais presque une génération que l'U.R.S.S. gérât ses relations avec le reste du camp socialiste selon les normes communes des relations internationales, et qu'elle se comportait comme un État impérialiste plus que comme une force révolutionnaire. Aussi cette réaffirmation des principes bolcheviks parut complètement anachronique, un simple déguisement de la brutalité russe. En août 1968, les troupes du pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie (il n'y avait plus de troupes soviétiques stationnées dans ce pays depuis quelques années). Les Tchèques et les Slovaques ne tentèrent pas de résistance active, ils se contentèrent de modifier les panneaux indicateurs pour que les militaires soviétiques s'égarassent, de s'embrasser goulûment devant les troufions russes frustrés sexuellement, etc... (cf un récit de ces journées de « fête de la haine » dans *L'insoutenable légèreté de l'être* de Milan Kundera – né en 1929 –, roman publié en 1984). Ils savaient trop bien ce qui s'était passé en Hongrie; et puis, contrairement aux Hongrois qui ont eu un grand royaume à l'époque médiévale et conservent des fiertés guerrières, ils forment deux peuples paysans habitués de longue date à résister passivement à leurs maîtres successifs, allemands ou russes – en 1938 non plus ils ne s'étaient pas battus. De ce fait, l'intervention ne fit qu'une petite centaine de morts, au soulagement des Soviétiques qui craignaient en termes d'image une catastrophe semblable à celle de 1956.

Moscou eut le plus grand mal à reprendre le contrôle politique du pays. Dubcek fut arrêté, mais le P.C.T. fit corps avec lui, absolument personne n'accepta de jouer les Kadar, et au bout de cinq jours il fallut le libérer et le laisser au pouvoir, sous contrôle et moyennant un arrêt complet des réformes. En octobre, l'U.R.S.S. imposa à la Tchécoslovaquie un "accord de stationnement temporaire des troupes

soviétiques", qui demeura en vigueur jusqu'en 1989; en avril 1969, une réunion des P.C. d'Europe centrale et d'U.R.S.S. officialisa la doctrine de la "souveraineté limitée" au nom de l'"internationalisme prolétarien". Lentement, la "normalisation" progressait, malgré des actions spectaculaires de protestation comme l'immolation par le feu de l'étudiant Jan Palach en janvier 1969: les artisans du printemps de Prague étaient peu à peu écartés du pouvoir, des artistes durent prendre le chemin de l'exil (par exemple Milan Kundera en 1975), d'autres perdirent leur emploi et furent interdits de publication. Dubcek fut écarté du pouvoir en avril 1969, et remplacé par le sinistre Gustav Husak (1913-1991); on lui donna un poste de jardinier à Bratislava, où il vivait en résidence surveillée: sort typique d'un pays où l'on pouvait trouver des professeurs d'université à la réception des hôtels, des chirurgiens au bar, des artistes peintres au service en salle, etc. La Tchécoslovaquie s'enfonça dans la sinistre nuit brejnévienne; le P.C.T. perdit tout contact avec la société, ce qui explique qu'il fut complètement tenu à l'écart des évolutions de la fin des années 1980.

C) Les Etats-Unis et le casse-tête gaulliste.

Il faut être très clair et se méfier des mythes. De Gaulle n'était aucunement un neutraliste, un partisan du repli sur soi, encore moins un "cryptocommuniste" tenté par un flirt avec l'U.R.S.S. Dans les années 1960, la France continua à appartenir pleinement au bloc occidental; elle n'est jamais sortie de l'O.T.A.N.; aux moments essentiels comme la crise des fusées de Cuba en 1962 ou l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968, la France fit preuve d'une solidarité diplomatique sans faille avec le camp des démocraties. Évidemment l'économie de marché n'a jamais été remise en question; l'ouverture des frontières et l'intégration au Marché commun se sont poursuivies. Mais le Général pensait que les relations de la France et des États-Unis devaient se faire sur un pied d'égalité et non de sujétion, que la France devait conquérir, à l'intérieur du bloc occidental, le maximum d'autonomie que les nécessités de la solidarité contre le péril totalitaire rendaient possible. La France n'était pas un vulgaire Danemark, son Histoire et son prestige lui autorisaient le projet d'un rayonnement mondial; et puis fidélité ne signifiait pas servilité.

L'homme de l'appel du 18 juin était un nationaliste, animé, selon la formule célèbre qui ouvre ses *Mémoires*; par « une certaine idée de la France » {voyez ce passage des *Mémoires de guerre* en annexe à ce chapitre: documents, page 1}. Deux de ses mots favoris étaient "grandeur" et "prestige". Il vouait à la France un véritable culte; elle occupait le sommet de l'échelle des valeurs et le centre des préoccupations. Mais de Gaulle n'était pas un nationaliste de

l'espèce passéiste, un homme de la nostalgie, du repli et de l'hostilité à l'autre, à la Maurras ou à la Pétain: pour lui la France ne pouvait tenir son rang dans le monde qu'en devenant un pays moderne et ouvert; elle devait épouser son siècle et abandonner les veilles querelles obsolètes (par exemple avec l'Allemagne), accepter les évolutions inéluctables comme, par exemple, la décolonisation. Plus profondément, « le nationalisme de De Gaulle [était] mitigé par son libéralisme économique et politique, par un humanisme fondamental qui [était] la clef de l'attachement de De Gaulle à la République » (M. Agulhon). Bref, avec de Gaulle, « la vieille tradition bonapartiste [se trouvait] réintégrée à la démocratie » (Agulhon toujours); le nationalisme de droite redevenait républicain, ce qu'il n'avait guère été jusque-là qu'entre 1905 et 1925. Il n'en était pas devenu moins ardent pour cela.

Ce militaire né au XIXe siècle n'envisageait pas le monde hors du cadre des États-nations, acteurs collectifs pourvus d'une personnalité propre, d'un "intérêt général" commun à l'ensemble de leur population et qu'il appartenait aux gouvernements de préserver; leur compétition devait devenir pacifique, mais elle n'en demeurait pas moins une réalité à long terme. Il était hostile à toutes les constructions supranationales, que ce fût l'O.N.U., qu'il traita un jour de « machin » au détour d'une conférence de presse, ou à l'Europe unie: il comprenait la nécessité d'un rapprochement entre les économies, mais il était hostile à toute dimension politique de la construction européenne, à toute ébauche d'institutions internationales. Autre indice de cette vision du monde, l'homme qui avait pris des ministres communistes en 1945 ne parlait jamais de l'U.R.S.S. mais de "la Russie": pour lui, les Soviétiques, malgré leurs proclamations d'internationalisme, n'était que les héritiers des Tsars, avec les mêmes intérêts et les mêmes stratégies fondamentales; à la limite, le communisme n'était que l'une des formes du séculaire impérialisme russe.

Toute limitation à la souveraineté de la France était inacceptable. L'homme de la France libre ne supportait pas que des décisions vitales pour la France, par exemple en matière de stratégie touchant un conflit limité en Europe, fussent prises à Washington. En 1940, dans des conditions extrêmes de faiblesse et de manque de moyens, il avait sauvé l'honneur de la France en opposant la défense des principes aux renoncements de Vichy, en faisant entendre une parole distincte de celle de Pétain autant qu'en organisant la France Libre et en rassemblant la Résistance. L'homme au grand nez pensait que dans le monde bipolaire des années 1960 la France pouvait encore compter, résister à son destin annoncé de puissance moyenne ordinaire par l'activisme, par le volontarisme, par la parole, bref, pour reprendre la formule

si française que Rostand a mis dans la bouche de Cyrano de Bergerac, par « le panache ».

Ce fut ainsi que dans les années 1960 la politique extérieure de la France prit un tour nettement moins prévisible, parfois franchement pittoresque comme lorsqu'en 1967, lors d'un triomphal voyage officiel au Canada où des Québécois s'étaient massés par centaines de milliers sur les berges du Saint-Laurent pour saluer le navire qui l'amenait, à la fin d'un dîner officiel à Montréal, le Général, quelque peu pompette, s'étant approché au balcon et ayant trouvé les micros "miraculeusement" ouverts (aucun discours n'était prévu), se mit à dialoguer avec la foule rassemblée devant l'hôtel de ville, s'échauffa et finit par lancer un sonore « vive le Québec libre! » qui provoqua deux secondes de silence stupéfait, puis plus de dix minutes d'applaudissements, un scandale monumental, l'interruption du voyage officiel et un retour en France par le premier avion. Cet épisode typique du "panache" gaullien, du goût du Général pour le ministère du verbe et pour le spectaculaire (de Gaulle aurait très bien pu se contenter d'une mention favorable au Québec dans un document officiel), vaut encore à la France une grande popularité au Québec.

Il y eut des efforts pour établir des liens directs avec le camp adverse, pour ne pas laisser la conduite de la détente aux seuls Américains: Khrouchtchev fit une visite en France en 1960 et de Gaulle se rendit à Moscou en 1966. La France courtisa aussi les "dissidents" du camp socialiste, ceux qui comme elle tentaient de desserrer l'étreinte de leur puissant "protecteur" (la France reconnut la Chine populaire en 1964, et mai 1968 surprit le Général en visite officielle en Roumanie); et aussi les pays "non-alignés" du Tiers-Monde. De Gaulle chercha à établir des liens avec l'"arrière-cour" des États-Unis, à leur grande fureur: ainsi il se rendit au Mexique en 1964 (« *marchamos la mano en la mano, y viva México* ») et se permit de critiquer la conduite de l'Amérique en Indochine lors d'un voyage au Cambodge en 1966: dans le discours de Phnom Penh, il demanda la neutralisation de la péninsule. Il y eut des excès et des formules malheureuses, comme celle qu'il prononça en 1967, après la guerre des six jours, sur les juifs, « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » – la France tentait de se doter d'une "politique arabe" au Moyen-Orient pour faire pièce à l'alliance américano-israélienne. Le malaise avec Israël dura jusqu'à l'élection de Mitterrand à la présidence de la République en 1981.

Ce fut aussi, face au *défi américain* (c'est le titre d'un ouvrage de Jean-Jacques Servan-Schreiber publié en 1967), toute une série d'efforts pour refuser la sujétion technique et économique: je traiterai en détail au chapitre 18 des grands programmes économiques gaulliens.

Tout cela ne resta pas aux seuls plans de la diplomatie et de l'économie. La France se dota de l'arme atomique: une première bombe A explosa à Reggane, dans le Sahara, en février 1960; la première bombe H française explosa en août 1968 à Moruroa en Polynésie française; le premier sous-marin nucléaire français, le Redoutable, construit à partir de 1967, prit la mer en 1971, la même année où les missiles nucléaires du plateau d'Albion entrèrent en service. Certes le programme atomique avait été lancé sous la IV^e République et avait bénéficié à cette époque d'une précieuse aide américaine; mais de Gaulle lui donna un sens tout à fait nouveau: désormais l'atome était un instrument privilégié du prestige et surtout de l'indépendance de la France. Ce fut alors, dans les années 1960, que les stratèges français mirent au point la théorie de la "dissuasion", dite parfois "du faible au fort", qui demeura la doctrine officielle de la France jusqu'en 1991. On peut la résumer comme suit: certes les engins atomiques français étaient bien moins puissants que ceux des Soviétiques, tout le monde le savait, mais ils l'étaient suffisamment pour pouvoir infliger à un éventuel adversaire de tels dégâts que celui-ci n'allait pas se risquer à nous attaquer.

Cette version paupériste de la doctrine américaine des représailles massives assurait à la France une grande autonomie en matière stratégique à l'intérieur du bloc occidental: ce dont de Gaulle tira les leçons, peu à peu. En janvier 1963 il refusa le projet anglo-américain, esquissé en juillet 1962 à Nassau (aux Bahamas), de la création d'une "force atomique multilatérale" sous commandement conjoint mais intégrée à l'O.T.A.N., c'est-à-dire avec un droit de veto américain sur son usage. En 1963, la France refusa de signer le traité interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère: n'ayant pas encore la technologie nécessaire pour les faire en sous-sol, elle risquait de perdre du temps dans l'élaboration de sa force de frappe. Surtout, en juillet 1966 la France annonça son retrait du commandement militaire intégré de l'O.T.A.N.: en avril 1967 la mesure prit effet et les troupes américaines et canadiennes quittèrent le sol français. La France était toujours liée aux pays du bloc occidental par le traité de l'Atlantique nord, mais son armée redevenait totalement autonome – ce qui, évidemment, n'interdisait pas la coopération avec les autres armées du Pacte, mais sur une base strictement volontaire.

La construction européenne souffrit pas mal de la mauvaise humeur de De Gaulle à son égard. Certes, le traité de Rome fut appliqué, les droits de douane aux frontières internes de la Communauté disparurent en 1968, la P.A.C. se mit en place. Mais il n'était pas question d'aller plus loin. En mai 1962, le Général mit les choses au point en une formule restée célèbre: « Dante, Goethe, Chateaubriand n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit dans quelque espéranto ou volapük

intégré ». En 1965-1966, à la suite d'un désaccord sur le financement de la politique agricole et les pouvoirs de la Commission européenne, pendant plus de six mois les représentants de la France menèrent "la politique de la chaise vide": ils refusèrent de siéger aux différentes institutions européennes, lesquelles furent complètement paralysées. La France sabota consciencieusement l'Euratom, qui ne s'en remit jamais (l'atome, même civil, c'était bien trop stratégique pour qu'on pût imaginer le laisser à des institutions supranationales); à deux reprises, en 1961 et 1967, de Gaulle, par des formules définitives assénées sans diplomatie lors de conférences de presse, bloqua l'adhésion à la C.E.E. de la Grande-Bretagne, qui s'était vite rendu compte qu'elle avait commis une erreur en restant à l'écart du traité de Rome. Mais pour de Gaulle, la perfide Albion était le cheval de Troie de l'Amérique.

Ces mesures spectaculaires, ce ministère mondial de la parole, ces gesticulations disaient certains, n'étaient pas toujours bien reçues en France, où l'on était quelque peu sceptique (on moquait volontiers la "bombinette"), ni à l'étranger, où l'on s'agaçait de ce renouveau d'arrogance française. Mais en somme tout cela assura à la France un solide capital d'amitié dans certaines régions du monde, notamment en Amérique Latine où les manifestations d'antiaméricanisme sont toujours bien reçues. D'autre part, cela contribua à souder les Français autour d'une image plus positive de leur pays, après tous les déchirements des années 1930 à 1962, la guerre, la collaboration, l'épuration, la décolonisation, etc. Ce vieux pays si querelleur avait su finalement s'unir sur l'essentiel, trouver une seule voix, et cette voix était écoutée (en tout cas, on ne pouvait pas ne pas l'entendre); seule contre les Grands, elle défendait son existence et affirmait ses principes, ses valeurs. C'est exactement cette vision de la France qui est reprise sur le mode comique, avec beaucoup de finesse et d'ironie complice, dans la bande dessinée *Astérix*, dont le premier album date de 1961: le petit village gaulois qui "résiste encore et toujours à l'envahisseur", c'est la France face au monde; les bagarres sans motifs et l'union retrouvée face aux Romains grâce à la potion magique, c'est l'esprit français... D'ailleurs Obélix était perçu comme une caricature de De Gaulle, à tel point qu'un numéro de la revue *Pilote*, où la série était prépubliée, fut un jour censurée pour un dessin de couverture trop explicite.

D) Neutralisme et extension du communisme dans le tiers-monde.

Les tentatives des pays nouvellement indépendants pour sortir du dilemme EU/URSS débouchèrent, dans les années 1950, sur l'aventure du non-alignement. Le mouvement des non-alignés

naquit à la conférence de Bandoeng (en Indonésie) en avril 1954 – le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, parla d'une « Internationale des pauvres ». Mais la neutralité des non-alignés penchait en réalité vers le bloc de l'est : les anciens colonisateurs étaient occidentaux, l'économie capitaliste néo-coloniale était dominée par les Occidentaux ; il y avait des pays communistes parmi les fondateurs du mouvement des non-alignés (la Chine de Mao) ; en revanche l'Amérique latine pro-américaine en était absente, il y avait très peu de pays pro-américains (l'un des rares était le Pakistan).

Plutôt qu'à Bandøng, coup d'essai, la vraie naissance du mouvement des non-alignés se produisit en septembre 1961, à la conférence de Belgrade. Cette fois-ci, plus de cent pays étaient représentés ; ils s'étendaient sur tous les continents. Puis il y eut d'autres conférences : au Caire en 1964, à Lusaka (Zambie) en 1970, à Alger en 1973, à Colombo (au Sri Lanka) en 1976, à La Havane en 1979. Assez vite, le mouvement des non-alignés montra ses limites, dues aux disparités de développement entre ses membres, aux rivalités locales, à celles liées à la guerre froide, à l'absence de tout point commun réel entre tous ces pays si divers. Dans ces conditions, le mouvement des non-alignés suivit une ligne politique chaotique ; vers la fin des années 1970, elle vira de plus en plus nettement au soutien de l'URSS.

En effet, on assistait à une extension accélérée du marxisme-léninisme, sous des formes plus ou moins orthodoxes, dans le tiers-monde, alors qu'il était en recul en Europe. La raison fondamentale de ce contraste est claire : les pays de l'est avaient l'expérience concrète du communisme ; ceux du tiers-monde ne l'avaient pas, mais en revanche subissaient d'autres formes d'oppression, guère plus agréables.

Ce fut ainsi que progressivement, le théâtre principal de la guerre froide se déplaça vers le tiers-monde ; c'est pourquoi, lorsque l'on parle de la "détente" des années 1960 et 1970, il faut essayer de ne pas oublier les souffrances des Cubains et des Éthiopiens, pour qui il n'y eut pas de répit. Jusqu'en 1979, nulle part l'U.R.S.S. ne prit le pouvoir directement, à la force des armes : elle profita des opportunités locales, proposa et accorda de l'aide. Cette évolution fut théorisée au XXIIIe Congrès du P.C.U.S., en mars 1966 : selon la doctrine adoptée à cette occasion la coexistence pacifique continuait en Europe et avec les États-Unis, mais partout ailleurs "la compétition entre les deux camps restait plus vive que jamais". Ce fut l'âge d'or des géopoliticiens, car il y avait des tensions tout autour de la planète, pour le contrôle des caps, des détroits, des ressources naturelles ; par ailleurs, la plupart des conflits locaux se teignirent d'une coloration de guerre froide, par

exemple le conflit israélo-arabe et le conflit indo-pakistanaïs.

Dans la première moitié des années 1950 il n'y avait que trois pays socialistes dans ce que l'on commençait à appeler le tiers-monde: la Corée du nord (née en 1948), la Chine (apparue en 1949) et le nord-Vietnam (apparu en 1954). À la suite de l'affaire de Suez en 1956, l'Égypte de Nasser se rapprocha de l'U.R.S.S.: en 1958, Moscou accepta de financer le gigantesque barrage d'Assouan, dont les Occidentaux ne voulaient plus entendre parler. Lors de la décolonisation chaotique du Congo belge, l'U.R.S.S. patronna un certain nombre de chefs de guerre (certains par l'intermédiaire de l'Argentin "Che" Guevara, qui y fit un bref séjour), surtout Patrice Lumumba (1925-1961) mais celui-ci fut assassiné par la soldatesque de Joseph-Désiré Mobutu (le futur Mobutu Sese Seko, 1930-1997) – il n'en demeura que le nom de l'université qui, à Moscou, accueillait les étudiants du tiers-monde, une pépinière de révolutionnaires. La Guinée d'Ahmed Sékou Touré (1919 ou 1922 – 1984) et le Ghana de Kwame Nkrumah se rapprochèrent aussi de l'U.R.S.S. dès le début des années 1960; mais la "construction du socialisme" dans ces pays était un processus des plus superficiels.

Surtout, en 1959-1961, l'U.R.S.S. reçut un fabuleux cadeau sans avoir rien fait pour cela: Cuba, île située à une encablure des côtes américaines, et fort prestigieuse en Amérique latine par sa littérature et sa musique. Elle avait été un semi-protectorat américain jusqu'aux années 1930; elle demeurait très liée économiquement au grand voisin du nord, et c'était une grande destination touristique, pour le tourisme sexuel notamment, ce dont la fierté des Cubains souffrait beaucoup. Elle était pauvre, mais c'était quand même le pays le moins pauvre d'Amérique latine; ce qui ne consolait pas ceux que choquaient des inégalités sociales très prononcées. Dans les années 1940 et 1950, elle était aux mains d'une dictature sanglante (bien moins que celle qui suivit cependant) et corrompue, celle de Fulgencio Batista (1901-1973). Au début des années 1950, un jeune avocat, fils d'un planteur de canne de condition aisée, Fidel Castro (né en 1926, hélas toujours vivant) se lança dans l'activisme politique nationaliste: le 26 juillet 1953, il lança une attaque contre la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba, dans l'est de l'île. Arrêté et condamné, il fut amnistié en 1955 et s'exila au Mexique; l'année suivante, il débarqua sur les côtes de la province de l'Orient, à la tête de quelques centaines de guérilleros organisés en un Mouvement du 26 juillet (M-26). En trois ans, avec le concours de quelques étrangers enthousiastes, dont l'Argentin Ernesto "Che" Guevara (1928-1967), et d'une partie de la population cubaine, exaspérée par Batista et par les Américains, ils parvinrent à prendre le pouvoir: ils entrèrent triomphalement à La Havane en janvier 1959. Non seulement l'U.R.S.S. n'avait apporté

aucune aide mais le P.C. cubain s'était montré très hostile à l'"aventurisme petit-bourgeois" du M-19: dans les premières années du régime castriste il fut marginalisé et "phagocyté" – ses principaux leaders entrèrent au M-26, comme à Canossa (un nouveau P.C.C. à la botte de Castro apparut en 1965).

Au départ, le nouveau régime cubain ne s'affichait pas communiste: ce ne fut qu'en 1961 qu'il se rapprocha officiellement de l'U.R.S.S. Il existe de ce tournant deux interprétations diamétralement opposées. Pour les uns, pas forcément procastristes, Cuba n'eut pas le choix face aux provocations américaines, notamment la tentative de débarquement d'une force d'émigrés cubains anticastristes aidée par la C.I.A., en avril 1961, à Playa Girón (le lieu est connu aussi sous le nom de "Baie des cochons", je soupçonne qu'il a été rebaptisé ainsi par le régime après l'échec du débarquement). Il faut dire que les États-Unis n'avaient aucune raison d'être tendres avec un régime qui avait confisqué sans indemnités les biens des Américains, et faisait grand usage du *paredón* (le peloton d'exécution). Mais Carlos Franqui, le premier Premier ministre du régime castriste en 1959, parti en exil au début des années 1960, a donné des faits une version très différente: selon lui, dès cette époque il y avait à Cuba, doublant le gouvernement de coalition officiellement démocratique, un "cabinet de l'ombre" formé d'authentiques communistes (au M-19, pas du P.C.C.) et qui détenait le pouvoir réel. Ce qui est clair, c'est que l'U.R.S.S. ne joua aucun rôle là-dedans non plus! Communiste peut-être dès 1959, Castro était soucieux avant tout de son pouvoir absolu; s'il prit le risque en 1961 d'aligner officiellement son régime sur le bloc soviétique, c'était parce qu'il était indéboulonnable à cause de son prestige de guérillero. Mais au moment de la crise des fusées, en octobre 1962, il était bien plus excité que Khrouchtchev et réclamait à toute force le déclenchement d'un conflit nucléaire.

Dans les années 1960, le mouvement d'extension du communisme dans le tiers-monde marqua un temps d'arrêt: les Cubains échouèrent à exporter leur révolution (Che Guevara fut assassiné à l'issue d'une lamentable équipée bolivienne en 1967; il semble que Castro s'était plus ou moins débarrassé de lui vers 1964, en l'envoyant se faire liquider quelque part – il faisait de l'ombre à sa popularité, il était aussi incompétent que radical, et puis il n'était guère présentable, entre autres à cause de son homosexualité assez peu discrète); une tentative de coup d'État communiste en Indonésie en 1965 tourna à la catastrophe (la répression fut d'une sauvagerie exceptionnelle: il y eut cinq cent mille victimes). En revanche l'Inde se rapprocha diplomatiquement de l'U.R.S.S. à cause de sa rivalité avec la Chine et le Pakistan pro-américain, mais son économie ne devint jamais que très vaguement socialiste. En Algérie, à partir de 1965, le colonel Houari Boumédiène (vers 1932-1978) imposa un régime certes

socialisant mais fort peu aligné sur l'U.R.S.S.; il en fut de même dans la Tanzanie de Julius Nyerere (né en 1921) à partir de l'indépendance en 1961, et dans la Birmanie du général Maung Shu Maung Ne Win (né en 1911) après le coup d'État de 1962. Il y eut même une brève parenthèse trotskiste au Sri Lanka en 1965-1966, sous la houlette de Sirimavo Bandaranaike (née en 1911), première femme à avoir été élue chef d'État (en 1960).

Dans les années 1970, en pleine détente, le mouvement s'accéléra nettement: les États-Unis traversaient une crise grave et n'arrivaient plus à empêcher les révolutions ou coups d'État communistes ou socialistes, sauf en Amérique latine: au Chili en septembre 1973, le coup d'État sanglant d'Augusto Pinochet Ugarte (né en 1915), planifié en collaboration étroite avec la C.I.A., mit fin aux trois ans de présidence du socialiste Salvador Allende (1908-1973) – Allende était un démocrate, il était arrivé au pouvoir par les urnes; son régime n'était pas spécialement prosoviétique, même si bien sûr il essayait d'obtenir de l'aide de l'U.R.S.S. (l'aide américaine s'était interrompue); mais à l'été 1973 la coalition des forces chiliennes de gauche était en voie de décomposition, l'anarchie gagnait et les extrémistes prospéraient. Cette affaire, en réalité, fit beaucoup plus de tort aux États-Unis, mis au pilori dans le monde entier (avec raison), qu'à l'U.R.S.S., pour qui ce n'était qu'un échec mineur, le Chili n'étant pas un pays très important d'un point de vue stratégique.

Sur les autres continents en revanche ce fut une véritable épidémie. Parmi les pays qui passèrent à diverses formes de socialisme ou de prosoviétisme dans les années 1970 : la Somalie en 1971, puis l'Éthiopie en 1973 (mais les deux pays se firent la guerre en 1976, l'U.R.S.S. choisit l'Éthiopie et la Somalie regagna le camp occidental). Au Moyen-Orient, surtout après la guerre des six jours, l'U.R.S.S. épousa la cause arabe, ce qui inquiéta beaucoup les Occidentaux à cause du pétrole et du canal de Suez, et lui valut de nouveaux alliés dont la Libye (où en 1969 le colonel Muammar al-Khadafi, né en 1929, avait renversé le roi Idriss), la Syrie, le Yémen du sud, un moment l'Irak; mais à l'exception des Yéménites c'étaient des socialistes peu orthodoxes, turbulents et prompts aux retournements d'alliances (l'Égypte, stratégiquement bien plus importante que la Libye et la Syrie, quitta le camp soviétique avec fracas en 1972): dans cette région du monde l'U.R.S.S. eut en fait plus de déboires que de satisfactions.

IV-Le retour des tensions entre blocs (1975-1985).

Dans les années 1970, un regain d'influence soviétique dans le tiers-monde et l'impression croissante, en Occident,

que la détente avait été une duperie, provoquèrent un regain de tensions entre les deux Grands.

En Europe, la première alerte vint du Portugal, où la dictature anachronique de Salazar avait fini par tomber en 1974, et où, dans une atmosphère de grave crise sociale, les communistes locaux furent à deux doigts de prendre le pouvoir en 1975-1976. L'affaire se régla par de discrètes négociations : les États-Unis obtinrent que l'U.R.S.S. renonçât à ses vues sur ce pays membre de l'O.T.A.N., mais abandonnèrent (provisoirement) les anciennes colonies portugaises en Afrique à des régimes marxistes. Mais le premier indice d'un retour à la guerre "fraîche" fut la crise des euromissiles. Elle commença en 1977, lorsque l'U.R.S.S. entreprit de déployer en Europe centrale de nouveaux missiles de portée intermédiaire (d'un type non inclus dans les accords S.A.L.T.-1) qui menaçaient l'Europe occidentale, les S.S.20. Elle connut son apogée en 1982, avec, notamment en R.F.A., de grandes manifestations pacifistes manipulées par l'U.R.S.S. contre le déploiement en Europe occidentale, en réplique, de nouveaux missiles américains, les Pershing. Le discours de l'U.R.S.S. brejnévienne finissante redevenait aussi peu diplomatique que dans les années Khrouchtchev : c'était l'époque où le ministre soviétique des Affaires étrangères, l'inamovible Andreï Gromyko (en poste de 1957 à 1985), déclarait à son homologue japonais : "nous avons les moyens de vitrifier votre territoire", tandis qu'en 1982 l'aviation soviétique abattait en vol un Boeing sud-coréen, plein de civils, qui s'était égaré au-dessus de l'espace aérien soviétique... Quant aux conceptions soviétiques en matière diplomatique, elles s'exprimaient bien dans cette boutade prêtée au même Gromyko : "ce qui est à nous est à nous, ce qui est à vous est négociable". Dans ces conditions, les accords S.A.L.T.-2, signés en juin 1979, apparurent comme une duperie et le Congrès américain refusa de les ratifier.

Puis ce fut l'affaire polonaise. La Pologne n'avait jamais été tout à fait mise au pas. À la fin des années 1960, la situation économique avait recommencé à se dégrader, et le régime Gomulka devenu à son tour très répressif. Il y eut même une ignoble campagne antisémite au printemps 1968, censée répliquer à une nouvelle poussée d'agitation des intellectuels et des étudiants en offrant des boucs émissaires à la société polonaise au lendemain de la guerre des six jours : comme en U.R.S.S., le communisme retrouvait les recettes éprouvées des dictatures les plus traditionnelles.

Dans ces conditions, le mécontentement recommença très vite à grandir : il y eut de nouvelles manifestations ouvrières, à la fois sociales et anticomunistes : en 1970 elles partirent de Gdansk, l'ancienne Danzig, où il y avait un grand chantier de constructions navales ; la répression fit quatre cent cinquante morts, mais Gomulka perdit son poste, remplacé par Edvard Gierek (né en 1913). Ce fut à l'occasion

de nouvelles émeutes, en 1976, que l'on entendit parler pour la première fois d'un jeune électricien des chantiers navals de Gdansk, du nom de Lech Walesa (né en 1943). Les événements de 1976 aboutirent à l'apparition d'une première structure clandestine de lutte contre le régime, le Comité de Défense des Ouvriers (K.O.R.), qui dans un premier temps s'occupa surtout de publier des textes interdits par la censure. Un prêtre faisait partie de la direction du K.O.R. : depuis 1945, l'Église catholique polonaise avait été l'un des rares espaces de résistance au communisme. L'identité nationale polonaise est très liée au catholicisme, par opposition à la Russie orthodoxe et à la Prusse protestante; l'Église avait été le fer de lance de la résistance à la russification au XIXe siècle. Elle reçut un renfort inattendu avec l'élection d'un Pape polonais, Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, en octobre 1978 ; sa première visite en Pologne en tant que souverain pontife, en mai-juin 1979, eut un immense retentissement.

En juillet 1980, une forte augmentation des prix des produits de base mit à nouveau le feu aux poudres : la Pologne était écrasée par la dette qu'elle avait contractée auprès de l'Occident à l'époque du "socialisme du goulasch", et le gouvernement ne voyait plus d'autre solution que d'imposer des sacrifices à la population – bref, le piège tendu par l'Occident une génération plus tôt avait fini par se refermer. Des grèves ouvrières éclatèrent dans tout le pays; Lech Walesa dirigeait celle des chantiers navals de Gdansk. Le régime choisit la négociation pour éviter une guerre civile, et fin août il signa avec les grévistes les accords de Gdansk, par lesquels il autorisait l'existence d'un syndicat indépendant en cours de formation, Solidarité, dirigé par Walesa. La médiation de l'Église joua un rôle essentiel dans le dénouement pacifique de la crise. On était dans le domaine syndical et non pas politique, le dogme du Parti unique n'était pas attaqué de front : l'existence de Solidarité était donc acceptable en principe par le régime et par Moscou – en principe seulement: évidemment, l'apparition d'une structure de défense des intérêts de la classe ouvrière remettait en cause les fictions de l'État "ouvrier" polonais et de la libération du prolétariat par le socialisme scientifique. Les prisonniers politiques furent libérés, les libertés fondamentales furent reconnues. Le régime entra rapidement en déliquescence: les équipes dirigeantes se succédaient à un rythme accéléré, tandis qu'un immense mouvement populaire soulevait toute la Pologne : les grèves se multiplièrent ; Solidarité eut, à un moment, plus de dix millions de membres, tandis que le P.O.U.P., le Parti ouvrier unifié de Pologne, déperissait.

Mais Walesa perdit le contrôle de ses troupes, dont une partie envisageait la transformation du syndicat en un parti politique d'opposition. Les bruits de bottes en provenance de

la frontière orientale se faisaient de plus en plus insistants: on pouvait craindre quelque chose d'encore plus terrible qu'en Hongrie en 1956 – la boucherie en Afghanistan battait son plein. Aussi l'armée polonaise choisit d'intervenir pour éviter une invasion soviétique: en décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski (né en 1923), qui occupait les fonctions de Premier ministre depuis l'été et de premier secrétaire du P.O.U.P. depuis octobre, proclama l'état de siège et interdit Solidarité. La dictature militaire communiste parvint à reprendre le contrôle du pays sans trop de sang; mais elle ne parvint pas à faire redémarrer l'économie, car les Polonais, en une espèce de gigantesque grève générale larvée, refusaient toute collaboration; et puis on ne pouvait pas fermer les églises, qui étaient pleines (elles se vidèrent d'un coup après 1989) et où les prêches étaient ouvertement hostiles au régime. À partir de 1988, il fallut de nouveau négocier: ce fut le commencement de la fin, non seulement pour la Pologne, mais pour le bloc de l'est tout entier. Paradoxalement, aujourd'hui l'image de Jaruzelski n'est pas si négative que ça dans son pays: il est crédité d'avoir cédé le pouvoir sans effusion de sang, et d'avoir été au moins un patriote.

De plus en plus nerveux, les services secrets du bloc de l'est agissaient de manière de plus en plus brutale : il y eut notamment un attentat contre le Pape Jean-Paul II en mai 1981 : l'auteur était un Turc manipulé par les services secrets bulgares. Je me rappelle encore, à la même époque, une sombre affaire de "parapluies bulgares" dont les pointes servaient à empoisonner en pleins transports en commun des dissidents réfugiées en Occident. Le K.G.B. continuait à financer et à téléguidé le terrorisme international (qu'il condamnait officiellement), non seulement celui qui était issu des extrême-gauches marxistes ouest-européennes (j'évoque la "Fraction Armée rouge" dans le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4, et Action directe dans le cours sur la France, au chapitre 16; il y eut aussi les Brigades rouges en Italie, assassins du leader démocrate-chrétien Aldo Moro en 1978, et une autre F.A.R. au Japon, apparue en 1969), mais aussi celui qui était apparu sur le terreau fertile des extrémismes arabes; vous pouvez aussi retenir le nom de l'un des meilleurs élèves des Palestiniens, le Vénézuélien Illich Sanchez Ramirez, dit Carlos, auteur notamment d'un attentat sanglant contre le siège de l'O.P.E.P. à Vienne en 1975, et que la France a fini par arrêter en 1994. Dans les années 1970, il y eut une vague de détournements d'avions (sur Cuba en général); il faut aussi évoquer le carnage des athlètes israéliens aux jeux olympiques de Munich en 1972. J'insiste sur le fait qu'il s'agissait de manipulations, non de créations *ex nihilo* : ces terrorismes avaient des racines locales; mais entre deux opérations nombre d'entre eux se cachaient dans les pays de l'Est, notamment en R.D.A.

Tout ceci, à quoi il faudrait ajouter les innombrables affaires de dissidents emprisonnés, de refuzniks, de transfuges et d'exilés volontaires ou forcés qui dégradaient presque chaque jour l'image du bloc de l'est (en France, une date clef est la publication de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, en 1973), déboucha sur une ambiance détestable dans à peu près tous les domaines : ainsi, à la suite de l'affaire afghane, l'Occident imposa un blocus commercial et boycotta les jeux olympiques de Moscou en 1980. La dégradation des relations entre blocs finissait par déteindre sur les domaines les plus variés, jusqu'aux échecs. Dans cette discipline dominée depuis toujours par les Russes, à la brève exception (déjà quelque peu politisée) de l'Américain Bobby Fischer en 1972-1974, les championnats du monde de 1978 virent s'affronter Victor Kortchnoï, le champion du monde en titre, qui avait fait défection lors d'un match aux Philippines en 1976, et Anatoli Karpov, un Soviétique non contestataire – qui l'emporta. Lors du championnat, les deux adversaires s'accusèrent entre autres d'avoir recours à des hypnotiseurs, de se faire passer des signaux de leurs équipes techniques sous forme de yaourts de différentes couleurs, etc.

Les choses n'allaient pas mieux dans le tiers monde, où la « tache rouge » (Octavio Paz) ne cessait de s'étendre. Défaite majeure en termes d'image pour les Etats-Unis, en 1975, moins de trois ans après les accords de paix qui avaient mis fin à la deuxième guerre d'Indochine, le sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge tombèrent entre les mains des communistes en quelques semaines (l'U.R.S.S. obtint au Viêt-Nam la seule base navale qu'elle ait jamais eu sur une mer « chaude »). J'ai évoqué un peu plus haut les anciennes colonies portugaises, qui tombèrent aux mains de guérillas communistes dès leur indépendance en 1974-1975. Les Etats-Unis et l'Afrique du sud, qui se voyait prise en étau par l'Angola et le Mozambique, suscitèrent immédiatement des contre-guérillas, et ces pays basculèrent dans vingt ans d'horreur. La même année, à la suite d'un coup d'État, Madagascar se dota aussi d'un régime marxiste, sous la houlette du capitaine Didier Ratsiraka ; le Congo-Brazzaville suivit en 1979.

Cette même année 1979, une série d'événements semblèrent marquer une nouvelle avancée décisive du camp soviétique dans le tiers-monde. Le premier fut la révolution islamique, en janvier : en Occident, tout le monde l'identifia comme l'effet d'une manipulation des communistes locaux (le Toudeh), ou tout au moins comme l'amorce d'une déstabilisation du pays qui ne pouvait que profiter du Toudeh. C'était extrêmement alarmant, vu le caractère stratégique de l'Iran. En réalité, en quelques mois le régime islamique liquida le Toudeh par la terreur ; mais le jour de Noël, l'Armée rouge envahit l'Afghanistan – c'était la première fois qu'elle intervenait directement hors du glacis centre-européen. Ce pays, formé pour l'essentiel de

montagnes impénétrables, fières et pelées qui avaient échappé à la double colonisation britannique et russe au XIXe siècle, avait glissé progressivement dans l'orbite soviétique depuis les années 1920, au fur et à mesure qu'Albion déclinait. La monarchie afghane, vaguement kémaliste et laïque, était tombée en 1973; en avril 1978 un nouveau putsch avait abouti à l'instauration d'une dictature "à orientation socialiste", mais ce régime autoritaire et franchement athée, déjà très aligné sur le bloc de l'est, était en train de s'effondrer face à la révolte de la population, et l'U.R.S.S. ne pouvait accepter un "recul du socialisme" dans cette région. En Occident cette agression fut interprétée comme un pas décisif de la Russie vers les mers chaudes, une rupture provocatrice des équilibres régionaux de la détente (d'autant que les États-Unis venaient de perdre l'Iran voisin), et un retour à une conception purement impériale des relations internationales. C'était en fait une erreur monumentale, liée à la méconnaissance du terrain et à des rivalités internes aux cercles du pouvoir: l'Afghanistan fut le Vietnam de l'U.R.S.S.

Par ailleurs, cette même année, pour la première fois, le bloc communiste étendit une tentacule sur le continent américain, lorsqu'au Nicaragua une guérilla de type castriste renversa l'antédiluvienne, crapuleuse et sauvage dictature de la famille Somoza; elle établit un régime pseudo-communiste, assez proche de celui de Cuba dans les premiers mois du castrisme, qui d'ailleurs fonctionna très mal, parce qu'il révoltait une bonne partie de la population et parce que les États-Unis ne lui firent aucun cadeau, finançant une contre-guérilla (les « contras ») et allant jusqu'à miner les ports. Le Nicaragua est un misérable trou, mais il baigne deux océans, le canal de Panama n'est pas loin, et comme la situation sociale de toute la région était désastreuse l'U.R.S.S. pouvait espérer de nouveaux progrès.

En réalité, tous ces événements étaient plutôt un signe de faiblesse, même si sur le moment il était difficile de s'en apercevoir. C'était d'abord le signe que la bataille pour l'Europe occidentale était en voie d'être perdue, aussi bien dans les opinions publiques qu'au point de vue militaire (malgré la tentative d'introduire les S.S.20). Cette série de tentatives pour desserrer l'étau continental montrait aussi que l'espace soviétique et ses prolongements eurasiatiques étaient structurellement défavorisés, par leur enclavement, par rapport à la thalassocratie américaine: dans des économies modernes, fondées sur les échanges qu'elles soient ou non libérales, le contrôle des océans, donc des transports les moins coûteux à longue distance, est fondamental. De telles analyses, qui n'avaient pas de pertinence en période révolutionnaire, lorsque l'avenir du monde se jouait en quelques mois, ni dans les phases de mobilisation de l'ensemble de la société comme en U.R.S.S. les années 1930-1945, ne s'imposèrent à Moscou qu'au moment de la détente,

lorsqu'il fut évident que la situation de coexistence entre les deux blocs allait durer longtemps – et encore, avec bien moins de netteté que ne le suggère l'exposé qui précède, lequel reprend des analyses occidentales de l'action de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde; or la cohérence de celle-ci était souvent problématique.

Il n'empêche: ces analyses rendent compte de l'essentiel. Dans le tiers-monde, l'U.R.S.S. était à la recherche d'une assise territoriale plus diversifiée (par exemple, tout simplement, d'un réseau de bases militaires sur les différents océans, le plus près possible des caps et des détroits); elle cherchait à dépasser son échec dans les prolétariats du monde développé en jouant les anciens colonisés contre l'Occident. Ce n'était d'ailleurs que l'une des dimensions de sa stratégie internationale: il y eut toujours, parallèlement, une action destinée à "finlandiser" l'Europe occidentale, comme le montre bien la crise des euromissiles.

Bien sûr, on peut juger que cela reflétait l'évolution globale du capitalisme: les pays occidentaux s'étaient embourgeoisés, de plus en plus les prolétaires se trouvaient dans le tiers-monde – le prolétariat de l'économie mondialisée, ce sont les peuples pauvres... Mais les analyses que l'on faisait à Moscou n'allaient pas si loin. En réalité, pour l'U.R.S.S. brejnévienne, archaïquement attachée à des représentations vieilles d'un siècle où le continent révolutionnaire était l'Europe, cette extension tous azimuts représentait un signe de faiblesse: l'Empire socialo-moscovite ne s'étendait que parce qu'il n'était plus assez dynamique pour se développer par ses propres forces, et pour réaliser son objectif principal, la libération/vassalisation du continent européen; mais en même temps qu'il s'étendait démesurément, il s'affaiblissait, car les pays qui tombaient dans l'escarcelle soviétique étaient certes parfois stratégiquement situés, mais ils étaient quand même pauvres et périphériques, et car tous ces nouveaux clients et alliés coûtaient cher: leurs convictions marxistes évoluaient généralement au rythme de la consistance des plats de lentilles que leur mitonnait le coq moscovite, kombinati industriels gigantesques, barrages aussi pharaoniques qu'anti écologiques et villas de luxe pour les dirigeants prolétariens – de plus, les Occidentaux avaient le mauvais goût de résister, par exemple en finançant des guérillas contre les régimes marxistes africains, un blocus des ports nicaraguayens (avec des mines): d'où d'autres dépenses en riposte.

Il y avait une autre raison pour laquelle cette expansion dans le tiers-monde affaiblissait l'U.R.S.S.: les socialismes qui croissaient et se multipliaient dans ces régions étaient souvent des plus folkloriques; l'U.R.S.S. était bien obligée d'accepter cette diversité, laquelle contribuait à remettre en cause sa prééminence idéologique, car elle ne pouvait pas intervenir en Birmanie comme en Tchécoslovaquie, et

certainement pas à la fois en Syrie, à Madagascar et en Corée du nord. Et puis ces "alliés" n'était pas toujours très disciplinés: pas fous, la plupart rechignaient notamment à accorder à l'U.R.S.S. des facilités militaires; ils se livraient à des marchandages sordides avec l'Occident (le régime de Didier Ratsiraka à Madagascar illustre bien ces deux points). L'U.R.S.S. fut donc obligée de jouer la détente sur le terrain de la bataille des légitimités idéologiques, et d'élaborer progressivement une représentation du "camp du progrès" qui distinguait les "pays frères" (les plus dépendants et les plus proches dans leur conception du marxisme-léninisme et dans leur organisation économique), comme la Mongolie, Cuba, le Vietnam, l'Éthiopie; les "alliés", dont certains d'ailleurs n'étaient que très vaguement socialistes (comme l'Inde); et la galaxie imprécise des "pays amis", dits aussi "à orientation socialiste", parmi lesquels figuraient par exemple la Birmanie, la Syrie de Hafez el-Assad, l'Algérie de Boumediene, le Congo-Brazzaville de Denis Sassou Nguesso... sans parler des "renégats", socialistes mais ennemis de l'U.R.S.S., comme la Chine.

Cette géographie était évidemment des plus mouvantes; elle permettait cependant de rendre compte de la sortie de certains pays de la "famille", comme l'Égypte et la Somalie dans les années 1970 – ces pays étaient censés ne jamais être passés vraiment au socialisme; les "bourgeoisies nationales" y étaient demeurées au pouvoir, alliés naturelles mais fragiles du camp du socialisme.

Tout ce qui précède repose sur des analyses rétrospectives: sur le moment en Occident, cette expansion tous azimuts, ce redoublement d'agressivité ne fut pas perçu comme un indice d'affaiblissement, mais bien au contraire comme le signe d'un redoublement de dynamisme: tout ce qu'on retenait, c'était que les clients de Moscou poussaient comme champignons après la pluie.

V-La détente gorbatchévienne et l'effondrement du bloc de l'est.

L'un des aspects les plus importants de la révolution gorbatchévienne, ce fut la reprise de la détente en politique extérieure. Ayant eu vingt ans sous Brejnev, en 1981, je peux témoigner que ce fut, dans le monde entier, un immense soulagement: pour la première fois depuis 1917, un leader soviétique ne maniait plus le langage de la haine et de la force brute, ne menaçait plus de "vitrioler" l'Occident ni de déclencher une troisième guerre mondiale, mais recherchait la négociation et la coopération... Ce fut le fondement de l'immense popularité de Gorbatchev en Occident, qui contraste encore aujourd'hui (2005) si spectaculairement avec son abyssale impopularité dans son pays, où l'on considère qu'il est

responsable de la chute : depuis l'Antiquité, les anges des défaites sont toujours mis à mort.

Evidemment, on eut du mal à y croire au début en Occident : il y avait si longtemps que l'U.R.S.S. prétendait manier le langage de la paix alors qu'elle préparait la guerre par tous les moyens, peut-être n'était-ce qu'une ruse un peu plus habile que celles des Staline et des Brejnev? Un discours soviétique sincère, c'était une contradiction dans les termes. Puis, vers 1988, l'évidence s'imposa : Gorbatchev était sincère, bien plus que les équipes soviétiques qui avaient mené la première détente ; l'U.R.S.S. avait cessé de se tenir pour porteuse d'un messianisme mondial, elle acceptait désormais de n'être qu'un pays parmi d'autres, avec son système et ses problèmes. La décolonisation du second cercle de l'Empire russe en 1989 (c'est-à-dire la reconquête d'une véritable indépendance par les pays d'Europe centrale) ne fut qu'une confirmation – là aussi, on eut de la peine à y croire: pour la première fois depuis 1945, le sang des révoltés ne coulait pas sur les bords du Danube ni de la Vistule.

Andreï Gromyko, l'homme qui avait menacé le Japon de le vitrifier, fut promu au poste honorifique de chef de l'État en 1987, puis mis à la retraite à l'occasion de la réforme constitutionnelle d'octobre 1988. Gorbatchev se dota d'un nouveau ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, un Géorgien, pas spécialement nationaliste (même s'il fut plus tard président de la Géorgie indépendante, de 1993 à 2003) mais, en tant que spécialiste du Caucase, habile à gérer les pires imbroglios. Tout fut d'abord une affaire de ton (et d'image : dans l'apprivoisement des Occidentaux, la femme de Gorbatchev, Raïssa Gorbatchéva, joua le rôle d'une *fist lady* à l'occidentale, souriante et bien habillée, ce qui changeait des portes de prison hypo-moustachues et vêtues de sacs Tati qui partageaient les voyages officiels, sinon la vie, des précédents premiers secrétaires – mais ses achats somptuaires et ses robes de prix valurent un surcroît d'impopularité *at home* à son mari).

La première urgence était de régler les conflits régionaux les plus coûteux pour l'URSS, qui n'avait plus les moyens de soutenir n'importe quel dictateur exotique, ni d'énervier les États-Unis. En 1988, l'URSS retira unilatéralement ses troupes d'Afghanistan : elle avait eu officiellement 13.000 morts et 37.000 blessés, en fait beaucoup plus, et surtout l'Armée rouge avait fait la preuve de sa faiblesse. Tout une série de problèmes épineux, dont certains fort anciens, s'arrangèrent comme par miracle en quelques mois, par exemple en Afrique du sud (où l'apartheid fut démantelé à partir de 1990) et au Nicaragua (où les sandinistes cédèrent le pouvoir en 1989, au terme d'élections libres). Il y eut des conversions spectaculaires, comme celle de l'équipe dirigeante de l'Angola à l'économie de marché et à la démocratie (les États-Unis

lâchèrent la guérilla anticommuniste qu'ils soutenaient sur place, et le pillage des richesses naturelles du pays continua de plus belle), ceux qui ne surent ou ne purent effectuer de tels virages le payèrent cher (ainsi Mengistu Hailé Mariam fut renversé par une guérilla où s'étaient coalisés des Éthiopiens anticommunistes et des Érythréens indépendantistes, et par ailleurs vaguement maoïstes).

Il était tout aussi vital de stopper la course aux armements, qui était perdue et coûtait affreusement cher : autrement dit, reconnaître la suprématie militaire de l'Occident. Il y eut toute une série d'accords ponctués de sommets avec Ronald Reagan, en 1985 à Genève, en 1986 à Reykjavik, en 1987 à Washington. L'accident de Tchernobyl, en 1986, accéléra la prise de conscience des problèmes de l'URSS avec son nucléaire, et, par ricochet, la recherche d'un modus vivendi dans ce domaine.

Tout ceci redonna de l'espoir aux centre-Européens. Après trois ans d'hésitations, les choses s'infléchirent décisivement à la fin de l'hiver 1988-1989, en Pologne et en Hongrie, les deux pays les plus dépendants de l'Occident et les plus endettés du bloc de l'Est. En Pologne, les forces qui administraient l'état d'urgence étaient arrivés à la conclusion que la société polonaise ne redeviendrait jamais gouvernable selon les normes du communisme, qu'on allait vers la catastrophe économique vu que le pays tout entier était en grève perlée, et qu'il fallait donc jeter l'éponge ; et puis, il y avait des patriotes au P.C. polonais, à commencer par le chef d'État, Jaruzelski, qui explique aujourd'hui qu'il n'a commis le coup d'État de 1981 que pour éviter une invasion soviétique, un discours qui semble jouir d'une certaine crédibilité parmi ses compatriotes. Avec la bénédiction de Gorbatchev, qui pensait que cela pouvait servir d'exemple pour l'U.R.S.S. (il avait des difficultés avec ses propres conservateurs), les P.C. hongrois et polonais ouvrirent des négociations avec leurs oppositions respectives : ils acceptèrent le retour au multipartisme, avec dans un premier temps des aménagements – l'évolution se fit progressivement et pacifiquement en un peu plus d'un an, des élections pluripartites du printemps 1989, perdues par les P.C., au rétablissement complet de la démocratie l'année suivante. Mais la démocratisation de la Hongrie eut un effet imprévu : dans l'été, le gouvernement de Budapest commença à démanteler le rideau de fer, c'est-à-dire qu'il autorisa les Hongrois, et tous ceux qui se trouvaient en Hongrie, à passer à l'ouest. Immédiatement, cela provoqua une ruée d'Allemands de l'est – la fiction de l'indépendance, et même de l'existence de la R.D.A. éclata en quelques jours. Le gouvernement est-allemand essaya de réagir en fermant ses propres frontières, mais d'immenses manifestations éclatèrent – elles redoublèrent d'intensité lorsqu'en Tchécoslovaquie d'autres manifestations, inspirées

par l'exemple hongrois et polonais, eurent imposé un compromis de type hongrois, en quelques semaines, en septembre-octobre. Finalement, en novembre 1989, le régime est-allemand accepta d'ouvrir ses frontières: ce fut la chute du mur de Berlin.

Ne restaient plus que la Bulgarie et la Roumanie, où des révolutions de palais (et non des manifestations) mirent fin aux régimes communistes. En Bulgarie, tout se passa pacifiquement; en Roumanie, où les choses étaient allées beaucoup plus loin dans le sens du totalitarisme renouvelé et de la paranoïa générale, le dictateur Ceaucescu et sa femme furent assassinés le jour de Noël à la suite d'une prétendue "révolution populaire", avec charniers d'opposants et tout et tout, mise en scène par les services secrets locaux dans la plus parfaite tradition stalinienne au service de la fraction de l'appareil qui avait senti le vent tourner – par la suite, de tous les pays de l'est, ce fut celui où les mœurs politiques eurent le plus de peine à changer en profondeur. L'Armée rouge n'était intervenue nulle part; elle se retira en bon ordre entre 1990 et 1994, selon les pays.

L'Albanie et la Yougoslavie, pays communistes mais non alliés de l'URSS, suivirent le mouvement en 1990. En Yougoslavie, l'affaire dégénéra en une sanglante guerre civile interethnique (1991-1995, plus une "réplique" au Kosovo en 1998-1999); en Albanie les formes furent un moment respectées, puis l'État s'effondra littéralement en 2000, et le pays est aujourd'hui, comme une partie de l'ancienne Yougoslavie, sous tutelle internationale. Seule la Corée du nord et Cuba portent encore bien haut l'étendard du marxisme-léninisme. La Corée est en état de famine permanente depuis le début des années 1990 (il y a eu peut-être un million de morts dans la phase la plus aiguë, et la moitié de la population vivrait de l'aide alimentaire occidentale).

Mais ce fut le resurgissement brutal des tensions ethniques et nationales à l'intérieur de l'U.R.S.S. qui provoqua l'effondrement définitif du système. C'était un point auquel l'équipe Gorbatchev n'avait absolument pas réfléchi, parce qu'elles étaient tenues pour l'une des rares réussites indiscutables de l'U.R.S.S., et parce que le Bureau politique qui avait élu Gorbatchev à sa tête était le plus russe de toute l'Histoire de l'U.R.S.S.: il n'y avait que deux ou trois membres issus de R.S.S. autres que la R.S.F.S.R. Contrairement aux prévisions de l'historienne russophone Hélène Carrère d'Encausse, l'impulsion décisive ne vint pas des Républiques musulmanes et turcophones d'Europe centrale, mais du Caucase et des Républiques baltes.

Les tous premiers indices vinrent cependant du Kazakhstan: en décembre 1986, des émeutes éclatèrent à Alma-Ata, la capitale de la R.S.S. (cette ville s'appelle aujourd'hui

Almaty et n'est plus la capitale), aux cris de "les Russes dehors" et "le Kazakhstan aux Kazakhs" – ils étaient minoritaires sur leurs propres terres depuis les années 1950. Il y eut toute une série de manifestations antirusse en Asie centrale, mais aussi des heurts entre les différentes populations locales. Avant 1991, ces explosions de violence ne s'accompagnaient pas spécialement d'une thématique islamiste: la région était quand même très « déislamisée » – en tout cas, l'islam était délégitimé en tant que projet politique, malgré la proximité de l'Iran (depuis 1991, les financements islamistes sont plutôt venus d'Arabie saoudite). Surtout, en février 1988, des tensions commencèrent à monter entre Arméniens et Azéris pour le contrôle du haut-Karabakh. La guerre proprement dite (encore "civile") éclata à l'été 1989. Entre-temps, en avril 1989, une manifestation pour l'indépendance (un thème de revendication encore inimaginable un an auparavant) avait été réprimée dans le sang à Tbilissi, en Géorgie, la République d'origine du ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze; l'affaire dégénéra également en guerre civile, des Républiques autonomes très russifiées (l'Abkhazie, l'Ossétie du sud) ayant à leur tour fait sécession de la R.S.S. de Géorgie dans la deuxième moitié de 1989. En 2004, la Géorgie ne contrôle toujours pas ces régions, pratiquement annexées par la Russie.

Tout ceci était alarmant et contribuait à la désorganisation générale (ainsi, à un moment, les événements du Caucase provoquèrent, par ricochet, un blocage général des chemins de fer, dont la gestion ne se distinguait pas par sa souplesse), mais cela se passait dans des marges pauvres et non européennes, et prenait des formes si archaïques qu'elles pouvaient difficilement servir de modèles. En Ukraine, tout un travail de reconstruction de la nation ukrainienne était en cours (réouverture d'établissements scolaires en ukrainien, travail sur la mémoire des tragédies des années 1930, etc.), mais il n'avait pas de dimensions politiques très activistes: de toute façon, personne, ni en U.R.S.S. ni en Occident, n'imaginait à l'Ukraine et à la Biélorussie un avenir hors de la Russie – les indépendances de 1991 furent accueillies avec incrédulité: imaginez que Reims et la Touraine cessent d'être françaises...

Beaucoup plus alarmant sur le fond était ce qui se passait dans les Républiques baltes, dont tout le monde avait oublié qu'à la différence des autres R.S.S. elles avaient des traditions politiques d'indépendance relativement récentes, et, au-delà, qu'elles appartenaient à des univers (germanique pour l'Estonie et la Lettonie, polonais pour la Lituanie) très différents de la Russie: c'étaient de loin les moins russifiées des R.S.S., avec la Géorgie; elles étaient proches de l'Occident, qui accueillait (notamment les États-Unis et la Suède) d'importantes diasporas; elles avaient des mœurs politiques de type occidental, pacifiques, infiniment plus

présentables que le folklore causaso-turkestanais. De plus, elles avaient été annexées illégalement, sur la base d'un mensonge persistant (aucun gouvernement soviétique n'avait jamais admis l'existence du protocole secret du pacte germano-soviétique, que tout le monde connaissait en Occident), et cette annexion n'avait jamais été reconnue juridiquement par les pays occidentaux (Suède et Finlande mis à part) – dans une situation où de nouveau la notion de droit avait un sens, il y avait là une excellente base pour agir. Les plus dynamiques furent les Lituanais, pour des raisons à la fois démographiques (ils sont les plus nombreux, la minorité russe était bien moins importante chez eux) et de tradition politique, voire de caractère national (ce sont de "grandes gueules", les autres sont plutôt des taiseux); mais les Estoniens tiennent que sans leur sérieux et leur sens de l'organisation, rien ne se serait fait.

Les choses commencèrent par des revendications écologiques, ce qui était typique d'une région de l'U.R.S.S. à la sensibilité assez occidentale, traumatisée des ravages commis par ces "barbares des steppes orientales" qui les avaient envahis en 1939 et avaient installé des kombinats partout. Assez vite, en 1988 (en juin en Lituanie), les associations écologiques et culturelles (celles-là militaient contre la marginalisation des langues nationales face au russe) commencèrent à se structurer en "Fronts populaires", qui d'ailleurs dans un premier temps jouirent de la faveur du pouvoir. Mais depuis l'été 1987, certains militants exigeaient la publication du protocole secret du pacte germano-soviétique: c'était ôter toute légitimité au pouvoir soviétique dans la région (par ailleurs, les trois Républiques avaient proclamé, ou plus exactement réaffirmé leur "souveraineté" entre l'automne 1988 et le printemps 1989). En août 1989, pour le cinquantième anniversaire de l'événement, une immense chaîne humaine rallia (avec quelques trous dans les forêts, paraît-il) la Baltique à la frontière polonaise, manifestation d'unanimité pacifique qui frappa beaucoup les esprits en Occident et donna de l'assurance aux nationalistes. Vers la même époque, le P.C. de Lituanie commença à se rapprocher du Front populaire – les nationalistes y avaient fait de l'entrisme, mais surtout on y trouvait l'essentiel des Lituanais actifs et intelligents, car à l'époque soviétique il fallait avoir sa carte pour exercer n'importe quel emploi intéressant. Or, un Lituanien non nationaliste, c'est un traître à la patrie. En juillet 1989, le PC lituanien se rallia à l'objectif du Front populaire, l'indépendance nationale. Le pouvoir réagit en suscitant des "Fronts internationaux" qui regroupaient notamment, en Estonie et en Lettonie, les russophones locaux, mais ils furent incapables de gagner le moindre siège aux élections, là où elles eurent lieu dans des conditions de transparence minimale (en Lituanie notamment) – en fait, même les minorités russes voulaient quitter

l'U.R.S.S. telle qu'elle existait, sans forcément craindre une indépendance encore impensable. Par ailleurs, à l'automne 1989 Moscou dut reconnaître l'existence d'un protocole secret du pacte germano-soviétique.

Les Fronts populaires et les déclarations de souveraineté (fondées en droit, puisque l'U.R.S.S. était officiellement une confédération) firent école en Moldavie, en Ukraine, en Géorgie, etc.. Un peu partout, des lois firent de la langue nationale la seule langue de la RSS (la plus radicale fut votée en Estonie), tandis que la Moldavie proclamait le retour au roumain, l'Ouzbékistan le retour à l'alphabet arabe, l'Azerbaïdjan le retour à l'alphabet latin (sur le modèle du turc), etc. Traumatisés d'avoir vu leurs enfants se faire tuer en Afghanistan, les différentes République réclamaient, ou proclamaient, l'arrêt de la conscription dans l'armée soviétique.

En décembre 1989, dans le contexte des révolutions en Europe centrale, le PC lituanien vota la rupture avec le P.C.U.S. dont il n'était officiellement qu'une branche régionale dépourvue d'autonomie. Gorbatchev se rendit en Lituanie pour négocier, ou plutôt pour supplier les Lituanais de ne pas provoquer un échec de la *Perestroïka*, qui aurait pu se traduire par un retour en force des conservateurs à Moscou. Peine perdue: à la suite de nouvelles élections qui furent un triomphe pour le Front national, en mars 1990 le Soviet suprême de la RSS de Lituanie vota le rétablissement de l'indépendance, et élit Vytautas Landsbergis à la présidence. L'Estonie et la Lettonie suivirent, avec des formulations plus prudentes: il s'agissait de réaffirmer que l'indépendance "n'avait jamais juridiquement cessé" depuis 1920. Moscou multiplia les pressions de toutes sortes (économiques, militaires; apparition de milices prosoviétiques); en janvier 1991, une tentative de ces "zomos" pour prendre la tour de la télévision à Vilnius dégénéra, il y eut 20 morts (plus quatre à Riga quelques jours après, aucun à Tallinn malgré des mois d'extrême tension).

Dans l'intervalle, la montée du nationalisme n'avait pas épargné la Russie elle-même – un nationalisme d'ancien colonisateur blessé, persuadé que l'U.R.S.S. avait beaucoup plus profité aux Républiques non-russes qui avaient passé 70 ans à "sucrer le sang de la Russie", et par ailleurs particulièrement mal à l'aise avec le passé communiste, assimilé par tous les autres peuples à un passé russe. Il y avait des libéraux, mais surtout beaucoup d'extrémistes monarchistes et racistes, notamment au sein de l'association *Pamiat*. Gorbatchev essaya de donner des gages aux plus modérés, mais l'homme qui sut s'emparer de cette thématique en la maintenant dans les limites d'un "politiquement correct" audible en Occident fut Boris Eltsine, un ancien ponton du P.C.U.S., écarté des instances centrales vers 1988 (pour "chauvinisme grand-russe" déjà), qui s'était fait élire président du Soviet suprême de la R.S.F.S.R. en mai 1990,

démissionna du P.C.U.S. en juillet, et mena un travail de sape systématique contre les institutions fédérales: dès son élection, il avait annoncé que son but était la souveraineté totale de la R.S.F.S.R., l'U.R.S.S. étant censée devenir une sorte de Commonwealth. Il prit langue avec les Baltes, condamna la répression en janvier 1991, demanda la démission de Gorbatchev le mois suivant.

Gorbatchev réagit, en gros, par les voies de la démocratie: il fit voter une nouvelle constitution en octobre 1988, et se fit élire premier président de l'U.R.S.S. (au suffrage indirect, par le nouveau Parlement fédéral), en mars 1990 – cela n'eut aucun effet sur des peuples qui considéraient que leurs liens avec Moscou étaient déjà rompus. Il y eut une loi anti sécession, qui ne fut évidemment votée que par les partisans du centre: la fiction de l'autodétermination des R.S.S. cessait au moment même où toutes ou presque proclamaient leur souveraineté. En mars 1991, un référendum à l'échelle soviétique dégagea une majorité de "oui" en faveur du maintien de l'U.R.S.S., y compris par exemple en Ukraine; mais, même si cette majorité correspondait à une réalité (ce qui reste à prouver, car en de nombreux endroits le vote fut manipulé) cela non plus n'avait aucun sens pour les nationalistes qui ne pensaient plus qu'à l'échelle de leurs pays respectifs – le référendum ne fut même pas organisé dans les Républiques baltes.

La situation ayant manifestement échappé au contrôle de Gorbatchev, et le vide du pouvoir étant évident, les conservateurs se décidèrent au coup de force. Gorbatchev était arrivé à écarter successivement ses opposants au Politburo et au Comité central (renouvelé à 85% entre 1985 et 1990, plus profondément que dans les années 1930!) et à les remplacer par des hommes à lui, plus jeunes; mais il demeurait une "vieille garde" brejnévienne, menée par E. Ligatchev, et forte du soutien d'une partie notable des échelons intermédiaires du Parti, des fonctionnaires, des Russes des R.S.S. non russes, des directeurs d'usines, etc, sans parler de l'armée, traumatisée par le recul en Afghanistan et en Europe centrale. Des ministres, notamment celui de la Défense, exprimaient de plus en plus ouvertement leur désaccord avec le réformisme du pouvoir et le refus de la répression; en revanche, Chevardnadze avait démissionné en décembre 1990, dénonçant les dangers de dérive réactionnaire et de dictature.

Le coup d'Etat eut lieu le 19 août 1991, à la veille de la signature d'un nouveau traité fédéral qui aurait fait des neuf Républiques (sur quinze) qui l'avaient accepté une confédération égalitaire (par ailleurs, en juillet le PCUS avait abandonné toute référence au marxisme-léninisme). La figure principale du complot était G. Ianaev, le vice-président de l'Union. Il échoua en deux jours par manque de préparation et sans doute de conviction (au nom de quoi reprendre le

pouvoir? D'une reprise de la révolution, mythe épuisé depuis des décennies?) – Ianaev apparut saoul et tremblant à la télévision pour lire la déclaration de prise du pouvoir! –, mais Gorbatchev, un moment emprisonné, ne se remit jamais de cette humiliation; en revanche, Eltsine dirigea la résistance dans les rues de Moscou, autour notamment du Parlement, et des photos de lui, debout sur un char, firent le tour du monde. Au passage, les pays baltes, mais aussi l'Ukraine et quatre autres républiques, avaient proclamé leur indépendance pendant les événements (considérant, comme en octobre 1917, que toute légitimité avait disparu à Moscou); ces indépendances furent immédiatement reconnues par la communauté internationale, puis, en septembre, par ce qui restait d'U.R.S.S.

Finalement, en décembre, après le succès (à plus de 80%) du référendum ukrainien sur l'indépendance, les présidents de la Russie (Eltsine), de l'Ukraine (Léonid Koutchma) et de la Biélorussie, réunis à Minsk, constatèrent que l'U.R.S.S. n'existait plus, et décidèrent la formation d'une "Communauté des États Indépendants" (C.E.I.), sorte de Commonwealth sans pouvoirs effectifs (il regroupe actuellement toutes les anciennes RSS non baltes, sauf la Géorgie), qui naquit officiellement le 25 décembre 1991. Gorbatchev n'avait même pas été consulté.